

CENSURONS CE

PAR LA RUE



PAR LA GRÈVE

GOUVERNEMENT

Dossier

**CONTRE L'EUROPE
FORTERESSE, PEUPLES
DEBOUT!** Pages 6 et 7

ÉDITO
Hystérie raciste,
pitoyable déculottade
Page 2

PREMIER PLAN
Harcèlement sexuel:
contre tous les Baupin...
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
USA: du «Jamais Trump»
à Trump candidat...
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Nicolas Dot-Pouillard
sur la situation au Liban
Page 12



édito

Par YVAN LEMAITRE

Hystérie raciste, pitoyable déculottade

Il a suffi que la mairie PS de Verdun organise un concert avec le rappeur Black M pour quelque 4 000 jeunes français et allemands au soir des commémorations officielles du centenaire de l'affreuse boucherie de Verdun, pour que Les Républicains et le FN déclenchent une campagne hystérique... Et obtiennent finalement l'annulation du concert. Une véritable interdiction, une censure. Les censeurs jugeaient déplacée la participation de l'ancien membre du groupe Sexion d'assaut, dont un morceau voit la France qualifiée de «pays kouffar» – terme arabe péjoratif désignant les «mécrites». Florian Philippot y a vu un «crachat contre un monument aux morts», tandis que la députée LR Valérie Boyer dénonçait une «honteuse provocation»... Pour eux, Black M a surtout l'affreux défaut d'être noir et musulman et, sans aucun doute, pour tous ces braves gens, il symbolise «la racaille». Le maire PS, Samuel Hazard, s'est lamentablement justifié, qualifiant Black M d'«enfant de la République»... pour ensuite mieux capituler face aux pressions et annuler le concert. La droite extrême et l'extrême droite peuvent se frotter les mains: elles ont démontré que leurs injonctions pouvaient faire la loi... en toute illégalité. Black M a dénoncé une «polémique incompréhensible et inquiétante», rappelant son histoire personnelle: son «grand-père Alpha Mamoudou Diallo, d'origine guinéenne, a combattu lors de la guerre 39-45 au sein des tirailleurs sénégalais – ces mêmes tirailleurs sénégalais qui étaient également présents lors de la bataille de Verdun». Il a ajouté qu'il ne pouvait «rester sans réponse face aux propos d'une extrême violence tenus à mon égard, ces derniers jours. Je suis d'autant plus attristé par cette situation qui peut aujourd'hui toucher des milliers d'autres Français»... Et après que le PS et le gouvernement eurent laissé faire, la ministre de la Culture, depuis Cannes, a eu beau jeu de condamner «un ordre moral nauséabond». Certes, mais qu'a-t-elle fait? Et n'est-ce pas son gouvernement qui prépare le terrain de l'offensive des racistes, des défenseurs de la France et de la patrie? N'a-t-il pas non seulement déserté en rase campagne, mais tout simplement collaboré ouvertement avec le camp ennemi? Verdun reste bien encore aujourd'hui le sinistre symbole de la barbarie capitaliste, de la bêtise criminelle du nationalisme et du racisme. «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»

BIEN DIT

Déjà lors de la COP 21 et toujours sur les mêmes fondements, le gouvernement avait pris des mesures d'assignation à résidence, validées par le Conseil d'État, contre des militants écologistes. En interdisant de manifester des militants qui ne sont en rien suspectés d'être liés aux raisons invoquées lors de la proclamation de l'état d'urgence, le gouvernement fait, un peu plus, la démonstration que celui-ci est conçu et utilisé à des fins qui n'ont rien à voir avec la lutte contre le terrorisme. Sans aucun contrôle du juge judiciaire, sans contrôle réel du juge administratif, le gouvernement dispose ainsi, et en use, de pouvoirs exorbitants qui portent atteinte aux libertés publiques et individuelles.

Communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME du lundi 16 mai à propos de l'interdiction de manifester faites à des militants contre la loi travail

À la Une

Par la rue, par la grève, censurons ce gouvernement

Celles et ceux qui avaient senti une bouffée d'air à la vue de la chemise arrachée des DRH d'Air France, qui avaient été réceptifs à l'appel des Goodyear à se retrouver tous ensemble, le même jour, à la même heure et pour la même cause, celles et ceux encore qui depuis des années se bagarrent dans des centaines de boîtes du privé pour des augmentations de salaires ou des embauches ont trouvé dans le rejet de la loi travail le catalyseur du ras-le-bol.



Celui-ci grandit depuis des années, mais était enfoui car bien trop dispersé pour unir tout notre camp social. Depuis deux mois et demi, la détermination de la jeunesse a permis de révéler une colère ressentie bien au-delà des facs et des lycées, ce qui a redonné confiance au monde du travail.

De journée en journée...

Depuis plusieurs semaines, les travailleurEs sont trimbalés de journée en journée sans qu'à aucun moment l'intersyndicale nationale n'appelle enfin à s'engager de manière prolongée dans le bras de fer avec le gouvernement pour le retrait de la loi El Khomri, c'est-à-dire en appelant à la grève reconductible avec comme perspective la grève générale, le blocage total de l'économie. Pourtant, si l'on mettait bout à bout les journées du 31 mars, du 28 avril et des 3 et 12 mai, les «temps forts» des directions syndicales, il est évident que le climat social et politique serait monté en température dans l'affrontement avec Hollande, Valls et leurs amis du Medef...

Jusqu'à présent, aucun secteur significatif n'est sorti du lot et n'a donné le signal de départ du durcissement de la lutte. La grève reconductible n'a pas franchi de cap dans la jeunesse et partout, les salariéEs mobilisés le sont de manière minoritaire. Mais pourtant ça dure, et l'on pourrait même dire que le mouvement s'ancre: l'annonce du 49-3 a fait monter d'un cran la ténacité des salariéEs et des jeunes mobilisés. Il n'y aura vraiment que le rapport de forces que nous saurons construire sur nos lieux de travail, par la grève et en manifestant, qui fera plier ceux qui, dans les salons, à l'Élysée comme à Matignon, n'ont qu'un seul objectif: nous faire courber l'échine au moment où nous relevons enfin la tête.

Et nous le disons tout net, malgré le dégoût et la colère que nous inspirent, manif après manif, les déploiements de forces de l'ordre, les gardes à vue, les violences policières, les convocations de lycéens à la sûreté territoriale, ça ne nous empêchera certainement pas de manifester. Plus encore, aux propos du ministre de l'Intérieur Cazeneuve

ce week-end, qui rend hommage à tous les CRS, gendarmes, aux flics de la BAC, bref, à tous ceux qui effectivement sont utilisés à faire régner l'ordre social et moral et dont la provocation va jusqu'à interdire à certaines personnes de participer aux manifs de la semaine ou aux Nuits debout, nous répondons qu'il n'en est pas question! C'est à la police de dégager de nos cortèges, pas aux manifestantEs!

C'est le moment d'y aller touTEs ensemble!

Des liens tissés entre les postierEs, les cheminotEs, les enseignantEs, les «nuit-deboutistes», en actions de solidarité avec les réfugiéEs, en passant par les occupations de théâtres avec les intermittentEs et les envahissements de gare, les distributions communes de tracts aux portes des entreprises, voilà ce qui depuis deux mois rythme la mobilisation entre deux manifestations, entre les journées de grève... Mais nous le savons bien, ce qui nous permettra de dégager cette loi et de porter un premier gros coup à ce gouvernement au service du capital, c'est quand nous bloquerons leur

pompe à fric, de manière prolongée, touTEs ensemble.

Or, cette semaine peut être un moment charnière. Après des semaines de report de lancement de la grève reconductible à la SNCF et une politique de grand guignol de la CGT et aussi en partie de Sud Rail, il existe désormais dans ce secteur un appel à la grève illimitée à partir de ce 17 mai par Sud Rail. Autrement dit, nous pouvons dans les jours qui viennent avoir une bascule, avec un secteur déterminant pour la bourgeoisie qui décide de durcir le ton et d'entraîner des fractions d'autres secteurs salariés.

La possibilité que la mobilisation franchisse un cap cette semaine doit redonner confiance et espoir à toutes celles et ceux qui depuis des semaines se mobilisent, subissent une répression et une violence policière féroce.

Nous sommes nombreuses et nombreux à avoir mener des luttes sectorielles depuis 2012, pour nos conditions de travail, pour nos salaires, pour des embauches ou des créations de postes. Aujourd'hui, nous avons cette opportunité de pouvoir non seulement gagner contre une énième loi anti-ouvrière qu'est la loi travail mais aussi, par le climat créé depuis des semaines, de revendiquer et de gagner pour nos propres secteurs. Le combat est loin d'être fini: de passage au Sénat en relecture devant l'Assemblée, nous n'avons pas encore fini de voir les gesticulations des parlementaires. Mais quoi qu'il en soit de leur agenda, dès cette semaine, pour nous la priorité, c'est de discuter dans chacun de nos secteurs de la nécessité de se mettre en grève, toutes et tous ensemble!

Denise Sarraute

BRÉSIL

Un enjeu majeur

Jeudi 12 mai, le vice-président Michel Temer a pris ses fonctions, tout d'abord comme intérimaire (le Sénat dispose de 180 jours pour juger Dilma Rousseff). Selon les sondages, il commence en étant aussi impopulaire que Dilma Rousseff a fini...

Soit dit en passant, Dilma Rousseff avait récupéré une partie de sa popularité au cours des dernières semaines (sûrement par solidarité face à une procédure de mise en accusation perçue comme illégitime), bien qu'encore rejetée par la majorité de la population.

«Gaffes» réactionnaires

En outre, Temer a commencé en faisant des gaffes: parmi les

23 ministres nommés, il n'y a aucune femme (ce qui n'a pas eu lieu au Brésil depuis 40 ans), et pas un seul Noir... Il y a aussi plusieurs ministres sous le coup d'enquêtes pour corruption: inévitable, compte tenu du profil des forces politiques qui soutiennent le vice-président. La réduction du nombre de ministères, le point clé dans l'annonce de «l'austérité» a eu aussi plusieurs aspects malheureux: le plus critiqué est la mise en sommeil du ministère de

la Culture (artistes et intellectuels, y compris des partisans du nouveau gouvernement ont protesté), mais il y a des cas encore pires. Les secrétariats d'État de l'Égalité raciale, des Femmes et des Droits de l'homme ont perdu leur statut et ont été incorporés au ministère de la Justice, ministère livré à un avocat clairement de droite, adversaire notoire des droits de l'homme...

D'autre part, plusieurs des ministres de Temer ont été également ministres de Lula et de Dilma Rousseff. Il fallait s'y attendre: le gouvernement est formé par des partis qui étaient parties prenantes des gouvernements Lula et Rousseff, à l'exclusion de son aile la plus à gauche (le PT, PCdoB et PDT), avec en plus les principaux partis qui étaient jusque-là dans l'opposition de droite (PSDB et DEM). Le gouvernement Temer étant très à droite, cela en dit long sur la nature

ambiguë des gouvernements PT précédents.

Des mobilisations politiques

Il y a actuellement beaucoup de manifestations pour répudier ce nouveau (et très vieux) gouvernement, des centaines, des milliers de personnes dans la rue à l'appel en grande partie des réseaux sociaux. Cela se combine avec des mobilisations déjà en cours, et qui n'ont pas de relation directe avec le changement de gouvernement fédéral. Les plus importantes sont les occupations des écoles menées par des lycéenEs contre les coupes budgétaires dans l'éducation. La politisation de l'ensemble de la société a considérablement augmenté au cours des dernières semaines. De plus, il est certain qu'en plus de faire face à une résistance sociale le gouvernement Temer aura également

Un monde à changer

DANS LES ABATTOIRS. Il y a plus d'un siècle (en 1906), le romancier américain Upton Sinclair publiait *la Jungle*, livre où il décrivait les abattoirs de Chicago : exploitation sans limite des travailleurs, conditions d'hygiène déplorables... et puissance cynique du grand capital. Aujourd'hui, les abattoirs restent un lieu particulier : « *Nous vivons cachés du monde du dehors. Dans une bulle* », explique Stéphane Geoffroy, ouvrier depuis 25 ans dans la « tuerie » d'un abattoir près de Rennes et auteur d'un livre paru récemment (*À l'abattoir*, collection Raconter la vie, Seuil, 2016, 7,90 euros). Il raconte son travail quotidien, les cadences, les collègues et la peur d'arriver à la retraite « *en fauteuil roulant* » (il a déjà été opéré quatre fois pour des TMS...). Le scandale qui vient d'être révélé aux États-Unis par l'ONG Oxfam (des salariés d'abattoirs empêchés d'aller aux toilettes, voire contraints de porter des couches culottes) constitue certes un cas extrême, mais il n'en demeure pas

moins que les travailleurs des abattoirs, qui accomplissent un travail socialement utile (sauf à imaginer une société entièrement végétarienne), sont une des fractions les plus exploitées de la classe ouvrière. Les conditions de travail, les bas salaires, s'ajoutent au fait qu'il n'est psychologiquement pas facile de tuer des animaux ou de manipuler des morceaux de chair tout au long de la journée. *La Jungle* fit scandale en 1906 et déclencha un mouvement d'opinion, mais Upton Sinclair regretta qu'il ait eu plus d'effets sur la réglementation de l'hygiène des abattoirs que sur celle des conditions de travail.

Dans les sociétés traditionnelles, l'abattage des animaux était souvent intégré au cycle normal d'activité. Il peut en rester des survivances. Mais, dans l'industrie capitaliste de la viande, souffrance des animaux et souffrance des travailleurs ne sont que des données économiques pour un patronat qui n'accorde pas plus d'importance aux unes qu'aux autres...

HARCÈLEMENT SEXUEL **Contre tous les Baupin...**

Après des mois de silence, ces femmes ont raconté les agressions physiques, les SMS insistants, le chantage effectué à leur rencontre par Denis Baupin. Loin d'être des cas isolés, elles indiquent avoir perçu le problème comme un enjeu collectif, une pratique normale et normalisée pour l'homme politique qui usait de sa situation de pouvoir pour exercer sur ces femmes une oppression relevant du sexisme le plus abject. Rappelons-le : Denis Baupin n'est pas une brebis galeuse dont les textos « déplacés » seraient une pathologie, et ce type d'agression est connu de toutes les femmes.

Divulguer les comportements sexistes

À lire ces huit témoignages, on se sent mal à l'aise quand on voit le nombre de personnes potentiellement au courant de ses actes. Lorsque Cécile Duflot indique qu'il y a « *beaucoup de Denis Baupin à l'Assemblée* », comment ne pas appeler à la divulgation de ces comportements sexistes, comment ne pas vouloir destituer les harceleurs de leur piédestal ? À EÉLV et ailleurs, difficile de dire qui savait réellement ce que faisait Baupin... Toujours est-il qu'un réel débat sur le sexisme en politique est plus que nécessaire aujourd'hui

La découverte des agissements de Denis Baupin, député écologiste et ex-vice président de l'Assemblée nationale lundi 9 mai au matin nous laisse un goût amer. Après la publication par France Inter et Mediapart d'un article dévoilant les témoignages de huit femmes, militantes ou ex-militantes à EÉLV, le « Baupingate » suscite des réactions diverses.



Baupin, l'arbre qui cache la forêt... DR

pour en finir avec ces oppressions inacceptables. Un débat qui semble déplaire à Denis Baupin, qui, à l'image de Manuel Valls envoyant des SMS à BFMTV en plein plateau, a écrit à Mediapart le 9 mai pour demander au journal de retirer immédiatement ses accusations.

Présomption d'innocence, vraiment ?

Sur les réseaux sociaux, la présomption d'innocence de Baupin est défendue par beaucoup. Dans

cette société patriarcale où la parole de la femme est invisibilisée et amoindrie, nous voulons qu'on présume avant tout que les victimes disent vrai. Surtout quand elles sont huit !

Cette affaire rappelle l'affaire DSK, et son traitement médiatique, mais elle rappelle aussi il y a quelques semaines l'accusation de harcèlement d'une journaliste à l'encontre du ministre Michel Sapin. Et nous n'en pouvons plus des excuses, de la banalisation, nous n'en pouvons plus du harcèlement, des agressions sexuelles, des violences. Il faut mettre en cause ces parlementaires qui, non contents de cautionner de telles pratiques, favorisent les oppressions de genre, comme récemment avec la suppression d'un amendement sur le harcèlement par le Sénat.

Pour l'autonomie et l'auto-organisation des femmes

Il faut également mettre en cause le fonctionnement des partis politiques à l'heure actuelle. Si le pouvoir peut renforcer la domination

masculine, aucune organisation n'est exempte de ce type de rapport, aussi progressiste qu'elle soit. Il n'existe pas de milieu totalement imperméable au patriarcat, il n'existe pas de militant·e émancipé à 100 %.

Ce paradoxe illustre le problème récurrent des hommes pro-féministes qui peuvent se révéler à leur tour des oppresseurs dans l'envers du décor. Si le soutien de nos alliés est une qualité importante de la lutte féministe, il faut une fois encore appeler à l'auto-organisation collective des femmes, qui seule permet d'échanger sur des oppressions qui nous touchent spécifiquement, profondément, et quotidiennement.

C'est dans des espaces de sûreté construits par nous-mêmes que nous nous réapproprions le monde et la parole. Et c'est dans la bienveillance et l'empathie que nous souhaitons aux militantes écologistes qui n'ont pas osé parler tout comme à celles qui l'ont fait, un infini courage.

Jeanne Toutous

de nombreux problèmes internes. Le ministre des Finances (qui était président de la Banque centrale sous Lula...) a annoncé la nécessité d'augmenter les impôts, mais il rencontre l'opposition des entrepreneurs, des syndicalistes de droite qui ont soutenu la mise en accusation de Rouseff, et même des difficultés avec des députés préoccupés par les prochaines élections municipales en octobre. La nature même de la coalition qui soutient Temer rend plus difficile l'approbation de mesures impopulaires.

Il n'est donc pas garanti que Temer pourra mettre en œuvre l'entièreté de son programme d'austérité. Et s'il réussit, les effets sont difficiles à prévoir. Comme il est souvent arrivé dans des pays souffrant d'une grave récession, l'austérité peut exacerber les problèmes qu'elle était supposée corriger...

Le peuple doit décider

Voici donc le tableau d'ensemble d'un gouvernement néolibéral dur qui tente de s'affirmer... et d'une résistance qui grandit. La répression des manifestations tend à s'accroître (comme celle qui a touché les lycéens). Beaucoup de choses sont en jeu : la consolidation du gouvernement Temer représenterait une défaite majeure, un changement radical dans le rapport de forces entre les classes au détriment des couches populaires.

Par conséquent, il faut se mobiliser contre tous les attaques du gouvernement sur la question des droits sociaux, à tous les niveaux, et surtout contre les mesures qui cherchent à faire peser sur le peuple les coûts de la crise, tout en luttant contre le gouvernement Temer sur le plan politique. Devant l'évidente illégitimité de ce gouvernement, devant



Temer - Rouseff. Et le peuple dans tout ça ? DR

l'usure croissante d'un Congrès dans lequel plus de la moitié des députés sont sous le coup d'enquêtes pour corruption, l'argument selon lequel le peuple doit se manifester est très fort. Bien qu'elle ne fasse pas encore consensus à gauche, la proposition qui monte en puissance est celle

d'une campagne pour que le peuple décide du présent et de l'avenir politique du pays : par le biais d'un référendum populaire sur la tenue de nouvelles élections générales, et avec de nouvelles règles électorales. Temer dehors !

De Sao Paulo, João Machado

Le chiffre Un milliard

C'est, en dollars, la somme que le deuxième homme le plus riche d'Amérique (derrière Bill Gates), Warren Buffet, vient d'investir dans la société Apple, plombée par l'actuelle saturation du marché des smartphones. Précisons que pour lui, comme il l'a dit il y a quelques jours à propos de la prochaine élection présidentielle américaine, « le pays va dans la bonne direction, aucun candidat présidentiel ou président n'y mettra fin »...



Agenda

Vendredi 20 mai, fête du NPA 86, Poitiers. À partir de 19h, projection, débat, concert et restauration à l'auberge de jeunesse de Poitiers.

Samedi 21 mai, manifestation unitaire contre la répression des mouvements sociaux, Lille. Suite au saccage du local de la CNT par la police suivi de deux arrestations. À 14h30 sur la place de la Nouvelle-Aventure (marché de Wazemmes).

Vendredi 27 mai, réunion publique du NPA, Tarbes. « *Ils ont les milliards, nous sommes des millions. Prenons nos affaires en main !* », avec Philippe Poutou, à 18h salle n°1 de la Ferme-Fould.

Samedi 28 mai, fête anticapitaliste, Rennes. À partir de 15h, débats, expo, bar, repas, concert et meeting d'Olivier Besancenot, centre social Carrefour 18, 7, rue d'Espagne (métro Henri-Frèveille).

Samedi 28 mai, fête du NPA 31, Toulouse. À partir de 13h, projection, débat, concert, restauration et meeting avec Philippe Poutou, salle San-Subra, 2, rue San-Subra (métro Saint-Cyprien).

NO COMMENT

« Nuit debout » ou « Assis sur la cuvette des chiottes », c'est pareil ! (...) Nuit debout, c'est anecdotique. T'as des cons qui vont comparer à Mai 68, mais qu'est-ce que ça change ? Tout cela va se terminer avec la blonde !

GÉRARD DEPARDIEU dans un entretien à *Nice Matin* dimanche 15 mai

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



Différents styles, mais des programmes identiques... DR

DROITE Surenchères pour la reconquête du pouvoir

La victoire lors de la prochaine élection présidentielle semble jouable pour la droite... La côte de popularité de Hollande est mauvaise, ses chances d'arriver au second tour sont faibles, la contestation radicale de la loi El Khomri et de son monde signe une rupture profonde entre cette gauche et une grande partie de la jeunesse et du salariat, secteurs importants de son électorat traditionnel. Mais la première étape, pour la dizaine de candidatEs déclarés à droite, est d'abord de gagner la primaire de novembre 2016.

À ce stade, les projets des principaux candidats à la primaire se rejoignent, sans surprise... Il s'agit de continuer, en l'accélération, la politique de Hollande en matière de casse du code du travail : remise en cause des 35 heures, inversion des normes de législation sociale, réduction des minima sociaux, contrat de travail en CDI avec clauses de licenciement automatiques si baisse des parts de marché de l'entreprise, remise en cause drastique de la place et du rôle des syndicats, dégressivité des indemnités chômage... En ajoutant à tout cela la suppression de l'ISF, la baisse de 100 milliards des dépenses, la diminution des impôts sur les profits, la suppression de 250 000 postes dans la fonction publique. C'est ce qu'exprime de manière brutale Fillon : « *Jobtiendrai la fin de l'assistanat et du tout gratuit...* » En matière de sécurité, c'est le renforcement des effectifs de police et de gendarmerie, la lutte contre l'immigration par l'immigration choisie selon les besoins économiques, la création de places de prison pour l'application de la tolérance zéro.

Pour quel électorat ?

Ce sont des programmes au service d'une classe : la grande majorité du patronat français votera donc pour le candidat de droite qui portera ces orientations. Mais il faut bien sûr convaincre un électorat bien plus nombreux pour espérer gagner l'élection présidentielle. La primaire permet de désigner le candidat de la droite mais aussi de s'adresser plus largement, à coups de livres, d'interviews, de scoops, aux électeurs des autres formations politiques et aux abstentionnistes. Car, entre une gauche de droite, qui a donné des preuves fortes d'engagement au service du patronat, un Front national en capacité comme il l'a déjà démontré de rassembler les populations déçues de la gauche comme de la droite et qui sera sans doute au second tour, la voie doit être soigneusement choisie.

Il leur faut donc mettre en place des stratégies pour cibler d'éventuels électorats au-delà de la droite. Et c'est sans doute sur ce point que les candidats se distinguent.

Et quel casting ?

Sarkozy agace profondément une partie de l'électorat de droite par ses excès... et celui de gauche par la politique agressive et scandaleuse contre les classes populaires qu'il a conduite quand il était président. Il tente d'attirer les électeurs du FN en insistant sur les questions identitaires et sécuritaires, la « *grandeur de la France à retrouver* », en jouant les scénarios de la peur de l'autre. Au risque que les électeurs préfèrent l'original à la copie et votent extrême droite. À l'autre bout de leur échiquier, Juppé, candidat de la droite et du centre, espère rallier les dégoûtés du PS et ceux du centre. La prestation est donc différente : Juppé aime à rappeler qu'il rassemble sur son nom des électeurs de droite et de gauche depuis 20 ans à Bordeaux. Il se présente comme quelqu'un qui rassure, clairement homme de droite, mais compréhensif de certaines questions sociétales. Il veut « *une France forte et apaisée* »...

Mais au-delà de la forme et du style, primaire oblige, pas grand-chose ne sépare les deux principaux prétendants à la casse sociale qu'ils veulent continuer en 2017.

Roseline Vachetta

NUIT DEBOUT Pour trouver un second souffle, il faut passer à l'action !

Alors que beaucoup discutent de la fin de Nuit debout, plus d'un mois et demi après le début du mouvement lancé le 31 mars après la manifestation contre la loi travail, il est inutile de nier que le mouvement s'essouffle. Mais loin d'être mort, pour lui cette semaine sera décisive...

Les deux dernières semaines ont vu la place de la République se désenfler de quelques milliers de personnes : nous étions certains jours seulement quelques centaines, et si c'est évidemment loin d'être ridicule, force est de constater que c'est loin d'être suffisant pour gagner contre la loi travail, et encore moins contre le monde qui l'a engendré... Cette essoufflement est dû principalement à deux facteurs : d'une part la répression policière violente, et d'autre part le manque de perspectives.

L'État et sa police contre Nuit debout

Nuit debout n'a pas été épargné par les violences policières. L'escalade de la répression a atteint des sommets avec le mouvement sur la loi travail. Un rapport d'une commission de l'ONU en témoignait il y a quelques jours. Nous avons appris samedi que des militantEs et même un journaliste ont été interdits individuellement de se rendre aux prochaines manifestations. Le 28 avril, puis le 1^{er} Mai, la violence avec laquelle a été évacuée la place était inouïe. Le simple fait d'occuper une place ou de s'y rendre en manifestation est maintenant devenu dangereux : certains manifestantEs ont été blessés, d'autres mutilés (perte d'un œil, de doigts, etc.). Dans ce cadre-là, la manifestation du 18 mai appelée par le syndicat policier Alliance et soutenue par



Il y a un mois, l'assemblée populaire quotidienne place de la République. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

l'extrême droite, y compris par la LDJ, est une véritable provocation à laquelle le mouvement n'a pas encore su répondre. De manière générale, c'est l'ensemble du mouvement ouvrier, traditionnel ou non, qui n'arrive pas à répondre à la répression policière de l'État qui joue sur la division. Et la question de la violence divise Nuit debout, ainsi que (et c'est bien plus problématique) celle du rôle de l'État et de sa police.

Entre tendre la main à celui qui te la matraquera ou au contraire dénoncer les violences policières et organiser la riposte, Nuit debout n'arrive pas à trancher. Pourtant le dimanche 7 mai, à l'initiative du collectif « Urgence, notre police assassine », il y avait 200 personnes en marge de l'assemblée populaire pour discuter d'une possible riposte...

Nouvelle démocratie ?

Depuis le début du mouvement, Nuit debout défend la perspective de créer une nouvelle forme de démocratie, se dotant notamment des codes des indignés. Loin d'être un calque de ce mouvement au contraire de ce que voudraient nous faire croire les médias, la question démocratique est un des enjeux auquel tente de répondre à raison le mouvement. En plein cœur d'un état d'urgence, quand l'État et ses structures de répression se durcissent, alors même que le gouvernement vient d'utiliser le 49-3, poser la question de la démocratie directe, de l'auto-organisation d'un mouvement, de l'autogestion, poser la question du pouvoir en somme n'est pas seulement légitime mais nécessaire.

Cependant, un des problèmes de Nuit debout est parfois de tenter de prendre des raccourcis. Réfléchir à une nouvelle société est nécessaire... mais il faut d'abord réfléchir à comment détruire celle-ci, en commençant par dégager le gouvernement et sa loi travail. Et ces nouvelles méthodes de votes ne prennent pas en compte le besoin de réactivité, de s'organiser pour construire le rapport de forces contre le gouvernement.

Trouver des perspectives, se tourner vers l'action

Ce qui a fait la force de Nuit debout existe toujours. Faire converger les luttes, essayer de réorganiser la classe ouvrière éclatée, de faire vivre un lieu de centralisation de la contestation est plus que jamais nécessaire. Mais depuis le début, il y a une difficulté réelle à trouver des perspectives, à se tourner vers l'action. Il est évident que Nuit debout est plus qu'une mobilisation contre la loi travail, elle est contre un système qui a fait de nous une génération de précaires, mais un mouvement qui ne se dote pas d'objectifs ne permettra pas d'inverser la vapeur.

Rien n'est perdu et cette semaine est décisive comme pour le reste du mouvement. Il faut tourner notre énergie, nos discussions et nos capacités d'action pour gagner sur la loi travail en réussissant les journées de grèves, s'appuyer sur les possibilités de reconduction, être massivement dans la rue. Nuit debout peut bien être le début d'autre chose. Mais pour cela, nous devons gagner.

Mimosa Effe

ASSEMBLÉE NATIONALE

Qui veut censurer ce gouvernement ?

Le gouvernement a échappé à la motion de censure déposée par la droite, et celle des députés Front de gauche, écologistes et socialistes n'a pu aboutir à deux voix près. Un épisode qui marque une étape dans la crise politique sans précédent au sein du PS et dans la fuite en avant de ce gouvernement.

Sans grande surprise, la motion de censure déposée par la droite aura donc été repoussée, le 12 mai dernier à l'Assemblée nationale. La loi a donc été adoptée en première lecture et le gouvernement se maintient. Sur les 288 voix nécessaires, le texte de la droite a obtenu 246 voix dont parmi elles, 14 de députéEs de gauche (10 du Front de gauche, 2 écologistes et 2 « non-inscrits » ex du PS). Ces derniers faisaient partis des 56 députés ayant essayé de rassembler 58 signatures de députéEs de gauche pour déposer également une motion de censure, démarche qui avait échoué à deux voix près. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, mais deux voix leur ont manqué, en particulier celles des aubryistes très remontés contre la loi... mais aux abonnés absents pour censurer le gouvernement. Ces derniers ont bien essayé d'expliquer par la voie de François Lamy qu'ils n'étaient « *ni pour la scission du PS ni pour la politique du pire* ». Ben voyons ! Mais pour Valls, cette tentative avait « *un intérêt* » : « *Celui d'une clarification entre ceux qui s'arc-boutent sur le passé et ceux qui voient l'avenir...* » Après leur échec in extremis, les « frondeurs » étaient donc face à un dilemme : voter ou ne pas voter la motion de censure de la droite qui revendique clairement son libéralisme, cela au risque de se faire exclure

du groupe à l'Assemblée, voire du PS comme de nombreux ténors du parti l'avaient fait savoir. Et le patron des députéEs PS de déclarer : « *Les frondeurs doivent savoir que (...) c'est une ligne rouge que de déposer ou voter une censure contre le gouvernement.* » Les « frondeurs » ont donc décidé – une nouvelle fois – de ne pas dépasser la ligne rouge...

Démocratie parlementaire, vraiment ?

Si les députés du PCF, les Verts et certains « frondeurs » étaient prêts à déposer une motion de censure de gauche en plus de celle de la droite, le gouvernement n'avait malheureusement pas grand-chose à craindre. La constitution, taillée sur mesure pour l'exécutif, ne permet pas le cumul des voix des deux motions. Quant à l'éventualité de voter la motion de la droite, au vu des pressions et du chantage à l'exclusion du PS ou concernant la prochaine investiture, les « frondeurs » n'ont donc pas hésité très longtemps, alors que ce



gouvernement, rappelons-le, n'avait pas, lui, rechigné à recourir aux voix de la droite pour la déchéance de nationalité.

Ce recul des « frondeurs » montre aussi à quel point la professionnalisation de la vie politique impacte la démocratie tant les éluEs sont liés à leur parti... et à leur réélection !

Quant à nous, nous n'avons aucun scrupule : si nous avions des députés comme pourrait le permettre le système à la proportionnelle que nous défendons, ils feraient tomber ce gouvernement et mettraient cette loi travail à la poubelle, par tous les moyens nécessaires, y compris en votant une motion de censure avec la droite. Et l'argument pourrait même être retourné : comment de toute façon défendre ces institutions qui permettent qu'un gouvernement si minoritaire dans le pays soit maintenu au pouvoir ? Mais rien n'est fini : le texte de loi doit dorénavant passer par le Sénat puis revenir à l'Assemblée nationale où le gouvernement n'aura toujours

pas de majorité... N'oublions pas que le contrat première embauche fut retiré après avoir été adopté par le 49-3. Oui, la loi travail peut tomber... grâce à la censure des salariéEs du privé comme du public, dans la rue. De ce point de vue, les prochains jours sont décisifs.

Sandra Demarcq

USA Du « Jamais Trump » à Trump candidat...

Donald Trump n'a plus d'adversaire dans la course à l'investiture républicaine pour la Maison-Blanche. Tous ses rivaux se sont retirés...

Bien qu'il n'ait pas encore atteint la majorité de 1237 délégués requise pour l'investiture, plus rien ne s'oppose à ce qu'il soit le candidat du Great Old Party... Une perspective qui semblait, il y a encore quelques mois, bien peu probable.

L'establishment se plie

Le président du Comité national républicain, Reince Priebus, a tout de suite pris acte de sa victoire en déclarant : « Nous devons tous nous unir et nous focaliser pour battre Hillary Clinton ». « Nous allons unifier le parti, nous allons rassembler les gens », a répondu Trump à ceux qui n'ont cessé de le combattre. Il a commencé à chercher un colistier pour être candidat au poste de vice-président. « Ce sera probablement quelqu'un avec une expérience politique. [...] J'aimerais que ce soit quelqu'un qui soit capable d'interagir avec le Sénat, avec le Congrès, pour faire voter des lois ». Son choix sera probablement l'occasion de sceller le pacte avec l'establishment du parti. Il y a tout lieu de penser que Trump est en train de réaliser ce que le Tea Party n'avait pas réussi : transformer le Parti républicain en un parti populiste réactionnaire ouvertement raciste susceptible de capter les frustrations d'une fraction de

**ÉCONOMIQUE DE DONALD TRUMP
LE GRAND N'IMPORTE QUOI DU PROGRAMME**



l'électorat populaire, des abstentionnistes, en flattant les préjugés anti-immigrés pour dévoyer la colère et le mécontentement.

«Flexible»

Sur le fond, l'essentiel de son programme « America first » convient parfaitement aux Républicains, dont les 14 autres postulants éliminés n'ont pas été en reste dans les surenchères réactionnaires. « Restaurer la grandeur des États-Unis », prétend Trump tout en prônant une forme d'isolationnisme, cela laisse de larges marges de manœuvre. Trump se dit être « totalement flexible sur beaucoup, beaucoup de sujets ». En bon démagogue, il dit tout et son contraire. Sur le salaire minimum

horaire, il tergiverse, disant ce qu'il faut pour plaire aux travailleurs les plus mal payés... sans heurter les patrons. Il qualifie les Mexicains de « criminels » et de « voleurs », promet d'ériger un mur aux frontières des États-Unis et du Mexique (ce qui existe déjà en partie), de déporter les millions de sans-papiers, d'interdire l'entrée du pays aux musulmans, mais, aussitôt après avoir semé son venin, il module ses absurdités. Il se déclare « pro-life », anti-avortement, envisage de sanctionner les femmes, tout en affirmant que les lois américaines sur l'avortement doivent rester telles qu'elles sont... Ce flou est calculé : cela lui permet de flatter le pire, de l'encourager,

tout en lui laissant de larges marges de manœuvre, en particulier pour s'entendre avec l'establishment républicain qui partage son fonds de commerce réactionnaire. L'essentiel pour lui est que ce dernier se plie à sa candidature.

Le mal et le moindre mal...

À partir du moment où Trump a réussi son pari, l'hypothèse qu'il poursuive son ascension n'est pas une vue de l'esprit. Certes, un sondage CNN lui donne seulement 41% contre 54% à Hillary Clinton, mais personne n'aurait parié sur Trump il y a seulement quelques mois. « Nous ne pouvons pas courir le risque qu'un danger public comme Donald Trump dirige notre pays », attaque Hillary Clinton, certaine aujourd'hui d'être la candidate des Démocrates. Trump est son principal argument, celui qu'elle utilise vis-à-vis de celles et ceux qui se sont reconnus dans les idées défendues par Sanders. Elle serait le moindre mal. Rien ne dit que l'argument fonctionne tellement il apparaît évident que Trump, comme la mue en cours du Parti républicain ont été nourris par le recul social que connaît la population américaine depuis la grande récession de 2008. Une conséquence de la politique d'Obama reprise par Hillary Clinton, la candidate de Wall Street. Voter pour elle ne sera en rien un moindre mal, un rempart contre Trump et la politique qui le renforce. La réponse est ailleurs, pas dans un vote par avance truqué mais dans la mobilisation et l'organisation de la classe ouvrière et de la jeunesse. **Yvan Lemaître**

PHILIPPINES Des élections par temps de crise



Un visuel de campagne tout à fait éclairant... DR

La victoire d'un outsider, Rigoberto Duterte, manifeste l'état de crise dans lequel l'administration Aquino a plongé le pays.

Triomphalement élu avec plus de 16 millions de voix, Duterte entrera en fonction le 30 juin. Il s'est fait, durant la campagne présidentielle, une réputation mondiale pour la brutalité de ses propos, dénommant « les connards » de la haute administration, se vantant d'avoir froidement exécuté des délinquants dans la ville dont il est le maire, regrettant de ne pas avoir été le premier à « passer sur le corps » d'une religieuse australienne violée et tuée par des repris de justice (qu'il a abattu). Avocat de formation, Duterte se garde de la justice en laissant planer un doute : dit-il la vérité ou plaisante-t-il ? Il ne fait pas dans la fiction. Il a bien « nettoyé » la ville de Davao dont les forces de police liquident sommairement délinquants, dealers, enfants de rue... Connus comme le « maire des escadrons de la mort », il fait école. Duterte accumule les records : participation exceptionnellement élevée à la présidentielle (81%) ; plus grand nombre de voix jamais obtenu dans un tel scrutin ; premier candidat victorieux en provenance de Mindanao, la grande île au sud de l'archipel philippin ; conquête fulgurante du pouvoir par une figure locale n'appartenant à aucune de ces « grandes familles » provinciales qui « font » la politique. Parti de rien, Duterte a raflé la mise, obtenant un soutien massif dans les couches populaires, mais aussi dans les classes moyennes et même parmi les élites qu'il conspu.

Nouvelles fractures

La victoire de Duterte représente une « rébellion électorale » contre un gouvernement corrompu et inepte. Elle n'annonce cependant pas un changement de régime. Le nouveau président explique que, dès l'école, il a pris l'habitude de copier sur ses voisins – ce qu'il va aujourd'hui faire en matière économique, pillant le programme de ses rivaux. Il annonce même une réforme constitutionnelle levant tous les obstacles à l'entrée des capitaux étrangers. Avec lui, l'ordre néolibéral se portera bien ! De nouvelles fractures apparaissent au sein de la gauche philippine. Akbayan est plus que jamais identifié à l'administration précédente, étant resté fidèle à Aquino malgré la multiplication des scandales. La gauche radicale « hors PC » attend que le feu d'artifice électoral s'éteigne pour voir comment consolider l'indépendance des mouvements populaires. Fait nouveau, une ligne de faille apparaît au sein du Parti communiste maoïste et des forces qu'il influence. José Maria Sison – figure tutélaire du PCP vivant à Utrecht (Pays-Bas) – a apporté un soutien remarqué à Duterte qui fut jadis son étudiant. Depuis des années, la guérilla du parti a noué une alliance avec le « maire des escadrons de la mort » dans la province de Davao. Sison espère aujourd'hui pouvoir revenir par la grande porte aux Philippines grâce au nouveau président. En revanche, une série de mouvements réputés proches du PC dénoncent violemment le programme néolibéral annoncé par le prochain gouvernement. Les élections générales du 9 mai ont concerné tous les niveaux (sauf les communes). On ne connaît pas encore le nom de la ou du vice-président, élu indépendamment, pas plus que la composition finale du Sénat et de l'Assemblée. Surtout, comme de coutume, bon nombre des politiciens rallient maintenant Duterte après l'avoir combattu : les marchandages sont en cours ! Le paysage politique philippin se reconfigure au sommet, mais peut-être aussi à gauche. Une affaire à suivre... **Pierre Rousset**

ÉTAT ESPAGNOL

Vers Unidos podemos

Mêmes s'il s'agit d'un accord par en haut, même si cette politique va renforcer à court terme les appareils de Podemos et d'Izquierda unida, cette orientation redonne de l'espoir à de larges couches populaires, assurant une nouvelle percée électorale au bloc autour de Podemos et accentuant la pression sur le PS : faire bloc avec la gauche anti-austérité ou défendre les politiques de la troïka avec le PP et Ciudadanos. Par ailleurs, le pacte entre l'équipe de Pablo Iglesias (après sa rupture avec le groupe populiste d'Errejón, partisan d'une politique au « centre » plus souple vis-à-vis du PSOE) et la direction d'Izquierda unida (à son tour divisée par la longue crise de l'organisation) va renforcer la culture politique eurocommuniste de l'appareil, mais dans le même temps, cela va apporter une base plus solide et militante au bloc (les apparatchiks s'attirent, les militants honnêtes aussi...). C'est la clé de la dynamique possible : la bataille central doit être la structuration unitaire des comités de campagne.

La grande peur

En réaction, le PSOE, le PP et Ciudadanos ne peuvent cacher leur panique. Le PP pourrait être la victime principale de l'alliance, cela à cause de la nature du système

L'accord entre Podemos et Izquierda unida pour former une coalition aux élections du 26 juin est une très bonne nouvelle, car cela pourrait provoquer un vrai basculement dans la situation politique.



Alberto Garzón (IU) et Pablo Iglesias (Podemos) très conquérants. DR

électoral espagnol, notamment dans les provinces rurales moins peuplées où certains sièges au Parlement dépendent de quelque milliers de voix. Le PS, lui, est conscient du fait qu'il se trouve face de la menace la plus grave à son hégémonie électorale à gauche depuis 130 ans. Et Ciudadanos démasque sa véritable nature réactionnaire par leurs attaques contre les « communistes », « chavistes », etc.

En perspective

Même si, d'après les sondages, la percée de Unidos podemos (le

nouveau sigle électoral) peut être très importante, cela ne suffira pas pour gagner les élections et battre le PP. Cela dit, un bloc PP-Ciudadanos ne sera pas non plus capable d'avoir une majorité suffisante et aura donc besoin du PSOE. En tout cas, ce qui est sûr, c'est que, quel que soit la combinaison électorale pour empêcher l'arrivée au pouvoir de Podemos, le nouveau gouvernement va appliquer un programme sauvage de coupes budgétaires, en particulier si la bataille pour le retrait de la loi El Khomri échoue en France et qu'il n'y a pas de second souffle

des résistances anti-austéritaires au sud de l'Europe.

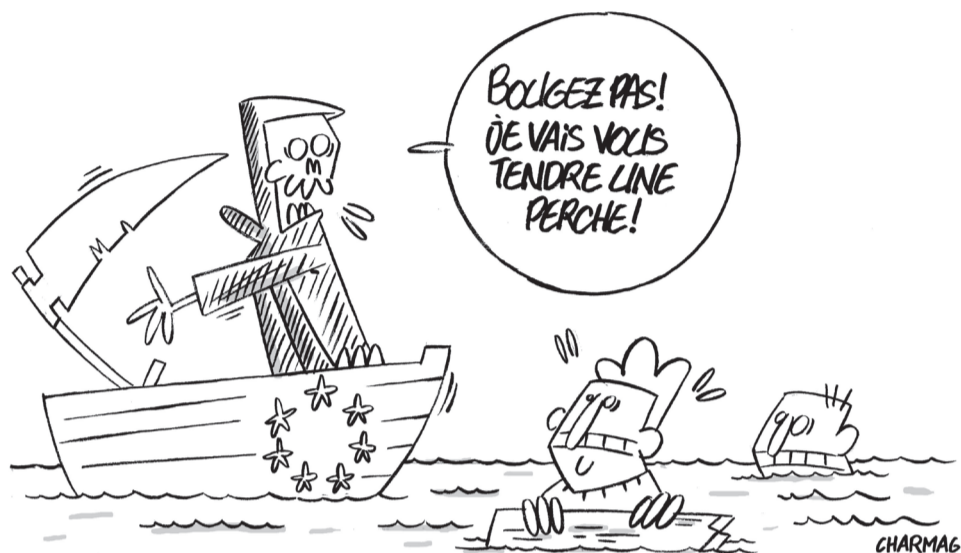
Mouvement, unité, débordement

Anticapitalistas avait soutenu cet accord pour la dernière échéance électorale, alors que la direction de Podemos (cela avant le conflit ouvert entre Iglesias et Errejón) disait que « l'unité du peuple » ne pouvait être un « cartel de partis de gauche »... Aujourd'hui, notre logique est de maintenir la démarche de rupture avec le régime, avec l'austérité et le capitalisme, et conserver l'idée fondatrice de Podemos : être le parti du 15M, des Indignés. Tout cela dans une approche de front unique (pas d'unité sans mouvement, pas de mouvement sans unité), et d'indépendance : faire notre propre campagne dans le cadre de la campagne d'ensemble, notamment sur quelques axes clés (audit et annulation de la dette illégitime, retrait des lois de travail régressives, nationalisation des banques et du secteur énergétique, relance du service public dans l'éducation et la santé...). **De Barcelone, Andreu Coll**

CETTE EUROPE QUI ÉTRANGLE L'AFRIQUE

On a (un peu) parlé récemment de l'un de ces odieux traités de libre-échange que la dictature des entreprises multinationales impose aux peuples du monde : notre bon président avait laissé entendre que, nom d'un petit bonhomme, la France ne signerait pas le traité en négociation (dans la plus grande opacité) entre l'Europe et les États-Unis...

ACCUEIL DES MIGRANTS EN EUROPE



Pré-campagne électorale oblige, il avait dû retrouver au fond d'un placard son déguisement d'« homme de gauche » et saisi l'occasion de replâtrer un mauvais maquillage qui ne cessait de tomber par plaques. Le traité en question, le Tafta, n'est pourtant pas le seul, loin s'en faut...

Des « accords » ? Non, des traités iniques...

Il y a bien des traités iniques précédant, dans la plus pure logique capitaliste, de la volonté du plus fort de faire toujours peser davantage sa loi sur le plus faible, quitte à niveler par le bas normes et droits. À cet égard d'ailleurs, le traité déjà signé avec le Canada, CETA, contient à peu près tout ce que notre gouvernement feint désormais d'écarter. Parmi ces traités, la palme pourrait bien revenir aux plus discrets APE, accords de partenariat économique entre l'Europe et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). De quoi s'agit-il ? Rien de moins que de mettre complètement à bas le dispositif instauré par la Convention de Lomé en 1975, relativement protectrice pour ces ACP. À l'époque, l'Union européenne avait en effet accepté une non-réciprocité en matière de droits de douane : en clair, les produits des ACP n'en acquittaient pas pour entrer en Europe, tandis que les barrières tarifaires étaient maintenues pour l'exportation des produits européens. Même si les effets de cette disposition étaient limités par les incessantes tracasseries visant à limiter l'importation des produits africains (prétextes sanitaires, exigences de calibrage des fruits...) et par l'avantage que les subventions offraient aux agriculteurs européens, c'en était encore trop pour l'Organisation mondiale du commerce qui s'est avisée que cela était contraire au sacro-saint principe de « concurrence libre et non faussée » et qu'il fallait y remédier d'urgence. Aussi, en 2000, à l'expiration de la Convention de Lomé, l'Accord de Cotonou avait donc introduit l'idée d'abolir progressivement les

obstacles aux échanges en négociant ces APE.

Libéraliser les échanges, au profit de qui ?

Le moins que l'on puisse dire est que l'UE ne s'est pas fait prier car, comme le dit finement le commissaire au Commerce Peter Mandelson : « Notre prospérité est directement liée à l'ouverture des marchés où nous cherchons à vendre. » Mais comme il est mal venu d'avoir l'air de ne se soucier que de sa prospérité, l'UE constate benoîtement que les règles antérieures n'ayant « pas produit les résultats espérés » (sniff!), « une approche plus globale est requise ». En l'occurrence, il fallait donc procéder à la libéralisation totale des échanges entre, par exemple, les 16 pays d'Afrique occidentale (PIB moyen par tête en 2014 : 1547 euros) et l'UE (PIB moyen par tête : 27 355 euros) : une bonne base, on le voit, pour des accords équilibrés ! Et, concrètement, cela se traduit par ces prétendus « accords » qui, quand ils sont conclus avec tel ou tel pays ou groupe de pays, sont en réalité l'objet d'énormes pressions exercées par l'UE, tout particulièrement sur les pays les plus à même de résister tels que le Nigeria. Comment pourrait-il en être autrement puisqu'il est évident que ces « accords » scélérats sont une catastrophe pour les pays pauvres ? D'une part, alors que les recettes douanières représentent entre 35% et 70% des budgets des pays africains, ils privent ces pays de ressources consacrées à des billes-vees... telles que l'éducation et la santé. D'autre part, ils autorisent l'UE à inonder sans limites leurs marchés de ses précieux biens, cela au détriment des productions locales, ruinant un peu plus les petits paysans et bloquant les efforts de modeste développement industriel. Quant à la libre exportation des produits africains, les accords ne changeront rien au fait que, à titre de simple exemple, c'est déjà le groupe Bolloré qui gère 65% des exportations de Côte-d'Ivoire. Le seul avantage que pourraient en tirer les pays ACP serait un terme

aux subventions à l'exportation des agricultures européennes... Mais attendons de voir ce que ça donnera quand le feu prendra devant les préfectures !

De la misère aux réfugiés économiques

Tout cela est donc révélateur au plus haut point de la double hypocrisie de l'UE. En premier lieu, à cette aune, que penser des discours lénifiants sur l'aide au développement quand on arrache d'une main ce qu'on saupoudre de l'autre ? D'autre part, au-delà du débat sur la libre circulation et la libre installation ou de la distinction spéculaire entre migrants économiques et réfugiés, on voit plus clairement encore que cette UE, qui avec force vibratos exprime sur tous les tons son regret de ne vraiment pas pouvoir accueillir « toute la misère du monde », est directement productrice de cette misère et donc d'afflux toujours plus massif de réfugiés économiques. Une fois de plus, l'UE (gendarme français en tête pour ce qui est de l'Afrique) se montre aux antipodes de l'Europe que nous appelons de nos vœux. Mais, au moins, ces jours-ci, est-il plus que jamais possible de faire mieux que de simplement l'observer. Un peu partout, des hommes et des femmes en Europe témoignent de leur refus de continuer à tenir pour inébranlable l'ordre du monde tant au plus près d'eux qu'au niveau planétaire. C'est bien le sens de l'expression renforcée d'une volonté de « convergence des luttes », notamment entre les anticapitalistes qui s'en prennent, à sa racine, à l'ordre économicopolitique, et les divers mouvements citoyens ou militants de solidarité avec les migrants. C'est pourquoi, il n'est pas surprenant que dans des cadres tels que les Nuit debout, les explications données sur les traités de libre-échange et plus spécifiquement sur le lien entre APE et migrations soient bien reçus, l'objet d'une curiosité croissante et potentiellement mobilisateurs. Car de la prise de conscience au soulèvement, il arrive heureusement qu'il y ait des raccourcis. **François Brun**

Contre l'Europe avec les migrants

Peuple de bo

RÉSISTER À LA MACABRE STRATÉGIE

L'accord infâme, signé le 20 mars dernier entre les 28 pays de l'Union européenne et la dictature turque, sur la régulation des flux migratoires aggrave un peu plus chaque jour, dans chaque pays, les conditions de vie et de transit de centaines de milliers de réfugiés...

Sur fond d'une guerre en Syrie qui n'en finit pas et allonge chaque jour la liste de ses victimes et des gens qui fuient les zones de combat, cet accord symbolise mieux que tout l'inhumanité d'une Europe capitaliste incapable d'envisager une politique commune pour résoudre un drame humanitaire parfaitement maîtrisable.

Des milliards d'euros... pour des milliers de morts

À peine empochés les 6 milliards d'euros payés par l'Union européenne pour maîtriser les flux migratoires à ses frontières, le gouvernement Erdogan mène une répression sanglante à l'égard des migrants, n'hésitant pas à abattre celles et ceux qui, fuyant les zones de guerre, tentent de franchir la frontière. Des milliers de Syriens, prisonniers dans les fameux « hotspots », ont d'ores et déjà été expulsés vers la Syrie qu'ils avaient été contraints de quitter. Peu regardante sur les moyens militaires et financiers quand il s'agit prétendument d'« assurer sa sécurité » et d'opprimer les peuples, l'Union européenne a considérablement renforcé les

moyens humains et matériels de l'agence Frontex qui bénéficie maintenant de l'appui logistique de l'Otan. Les effets de cette macabre stratégie se sont soldés en avril par un naufrage au large de la Libye faisant plus de 500 morts, à ajouter à la liste des milliers de noyés depuis le début de la crise. En coupant les voies terrestres avec l'Europe via la Grèce et la Macédoine, le dispositif mortel conçu par les dirigeants européens contraint les migrants et leurs familles à risquer leurs vies dans des traversées plus longues et plus dangereuses. L'Italie envisage pour cet été une arrivée de plusieurs milliers de réfugiés sur ses îles et sur ses côtes !

La majorité de la population grecque solidaire !

Aux ordres de la troïka, le gouvernement Tsipras ose se satisfaire de cette situation, allant se féliciter de la décrue migratoire entraînée par la militarisation de la mer Égée et acceptant les sordides échanges de réfugiés avec la Turquie... Pourtant, malgré une situation économique catastrophique plongeant chaque jour des familles, des jeunes, des retraités dans la misère et la précarité, l'opinion publique grecque reste favorable

aux migrants et réfugiés, de récents sondages approchant même les 80%. Soutenus en particulier par Keerfa et de nombreuses structures syndicales dans tout le pays, la population multiplie les actions de solidarité en dépit de la répression des autorités. Au centre d'Athènes, un hôtel désaffecté, le City Plaza, est occupé par des migrants qui ont échappé à la mise en cage dans les « hotspots » (de véritables camps de concentration gardés par la police et l'armée auxquels n'ont accès que les ONG faisant allégeance au gouvernement). Sur les îles où débarquent encore des réfugiés, la population solidaire organise elle-même le soutien logistique. Lors de la dernière manifestation contre l'austérité et la nouvelle amputation des pensions de retraites (moins 30%), les réfugiés ont défilé à Athènes aux côtés des manifestants grecs.

Une situation plus difficile en Europe centrale

Confronté à la montée des populismes, à l'aggravation des conditions économiques et à la couraïse des dirigeants européens, le mouvement de solidarité reste faible dans la plupart des pays du centre de l'Europe. Et s'échapper

forteresse, migrantEs,

les out!

PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

TÉGIE EUROPÉENNE

du piège grec mène le plus souvent vers de nouveaux barbelés, de nouveaux camps, de nouvelles frontières infranchissables...

Encore et toujours, organiser, centraliser les solidarités

La question des migrantEs et réfugiéEs ne peut être envisagée comme un « supplément d'état d'âme » que partageraient les militantEs d'extrême gauche, les humanitaires et les Églises. On ne peut se résigner à cette lente banalisation qui n'arrive plus à bousculer les agendas politiques. Le 19 mars, journée internationale de solidarité avec les réfugiéEs, les mobilisations sont restées très en deçà dans de nombreux pays, excepté la Grèce, la Grande-Bretagne et le Danemark. Ainsi à Paris, la manifestation a mobilisé moins que celle de Calais le 23 janvier dernier. Le mouvement Nuit debout s'est doté d'une commission Soutien aux réfugiéEs et migrantEs permettant, en lien avec la commission Europe, d'organiser deux actions à partir de la place de la République : la première était un démantèlement des grilles antimigrants sous le métro aérien à Stalingrad suivi d'un retour en manifestation sauvage jusqu'à République ; la seconde, dirigée contre la mairie de Paris qui avait organisé une « fête de l'Europe » sur le parvis de l'Hôtel de ville et qui fut contrainte d'annuler le débat prévu où se sont invités sans-papiers, migrantEs et soutiens.

Pour la quatrième fois, les anti-racistes anglais organisent un convoi sur Calais samedi 18 juin. Appelé par Stand up to racism (STTR), l'Assemblée populaire contre l'austérité (PAAA) et des organisations syndicales, cette nouvelle initiative a trois objectifs : manifester dans les rues de Calais le soutien aux réfugiéEs, apporter des fonds et de la logistique, exiger l'ouverture de la frontière avec la Grande-Bretagne. Une occasion de proposer à Nuit debout de mettre cette date dans l'agenda des futures mobilisations.

Alain Pojolat



Le 2 avril dernier à Chios en Grèce. DR

« SANS LES FRONTIÈRES, LE SYSTÈME CAPITALISTE N'AURAIT PLUS LA POSSIBILITÉ DE DIVISER POUR EXPLOITER LES MIGRANTES, AINSI QUE LES PAYS DU SUD »

Entretien. Anzoumane Sissoko est membre de la CISPM (Coalition internationale des sans-papiers et migrants), active dans la solidarité internationale à l'échelle européenne.

D'où vient la CISPM ?

On a créé la CISPM pour répondre à l'Europe, notamment à la directive de 2004 qui fixe l'entrée et le séjour en Europe. Les choix politiques sont fixés au niveau européen, même si les États décident de suivre ou pas les directives européennes selon que ça les arrange ou pas. La Coalition a été créée en 2011 : il s'agissait d'échanger entre nous pour comprendre ce qui se passe dans chaque pays et faire converger nos forces pour la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation. Il y a désormais une dizaine de pays représentés : Allemagne, Suisse, Espagne, Hollande, Autriche, Pologne... Au sein de la Coalition, il n'y a pas de chef. Quand une action a lieu dans un pays, les principaux porte-parole sont issus des collectifs du pays. L'organisation est collégiale. En fonction des possibilités, on se mobilise pour une action dans un des pays ou on organise des actions décentralisées le même jour ou la même semaine dans chaque pays, avec une cible commune...

Peux-tu nous donner des exemples de ce que vous avez fait ?

L'action fondatrice a été la marche européenne en 2012, partie avec 121 sans-papiers de France et 7 de Belgique. Il n'y avait pas de sans-papiers allemands parce qu'ils doivent rester dans des Lager. En Suisse, les migrantEs n'ont pas même le droit de quitter leur canton. Ils n'ont donc pas osé traverser les frontières avec nous. Mais c'était une grande avancée car la marche leur a donné la force, pour la première fois, de quitter leur canton. Et puis



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

une dizaine d'Italiens nous ont rejoints.

On est symboliquement partis de Bruxelles en passant par Hénin-Beaumont. Puis on est revenus en France, on est passés par Verdun, puis en Allemagne, en Suisse et en Italie.

À chaque étape, on avait des débats, des actions. On a fait nos propres manifestations et parfois participé à des manifestations syndicales. En Italie, on a même été dans un village à la frontière française pour retrouver des militants contre le TAV (train à grande vitesse). Et la marche a ensuite pris des cars pour repartir à Strasbourg. Ainsi on a posé la question des frontières, de la liberté de circulation et d'installation. Cela a transcendé les collectifs, notamment en Italie où, après la marche, les sans-papiers se sont mobilisés pour des occupations.

Et ensuite ?

Par la suite, il y a eu des mobilisations à Bruxelles (juin 2014) devant la Commission européenne, à Rome (novembre 2014) parce que l'Italie venait d'arrêter Mare Nostrum (dispositif de sauvetage en mer des migrantEs), à Berlin (février 2015) pour une semaine d'action mais aussi au Forum social mondial de Tunis.

En septembre dernier, il y a eu un rassemblement de la CISPM à Paris dans le cadre de la semaine Alternatiba en préparation de la

COP21. Dans ce cadre, nous avons organisé le 21 septembre une manifestation à Calais pour laquelle cinq bus sont partis de Paris. Et en février, on s'est retrouvés à Hambourg avec 1500 personnes pour un événement organisé par des migrantEs allemands autour de la CISPM. Il y a eu des débats importants sur les questions migratoires, notamment un débat sur le rôle des femmes en lien avec les viols qui avaient eu lieu à Cologne quelques semaines plus tôt.

Pourquoi la Coalition parle-t-elle de sans-papiers et migrants ?

En France, le mot qu'on utilise est sans-papiers mais pas dans les autres pays. En Suisse comme en Allemagne, ce sont des demandeurs d'asile. Certains parlent de réfugiéEs mais c'est seulement quand le statut a été accepté. Dans certains pays, la régularisation se fait uniquement à travers le droit d'asile, ou alors en restant longtemps, notamment en se mariant. De plus, la demande d'asile peut durer plus longtemps qu'en France où tu es régularisé ou débouté. En Suisse, les déboutéEs ne sont pas expulsés : on leur demande de quitter le territoire et ils sont assignés à résidence avec 10 francs par jour. Mais il peuvent aller en prison s'ils sont arrêtés...

Mais, toi, fais-tu une distinction entre sans-papiers et migrants ?

Le terme de migrantEs permet que toutes les appellations se retrouvent. Et le migrantE peut être en situation régulière, voire avoir la nationalité. La distinction, c'est juste que le sans-papiers est le plus précaire. Mais en fait, on ne veut pas faire de distinction entre Européens, Américains ou sans-papiers. On doit tous partager la même terre. C'est le capitalisme mondial qui crée des catégories. On ne doit pas rester enfermés dans des divisions. À la CISPM, on respecte tout le monde avec sa culture, sa religion, etc.

En Suisse, un foyer de migrants a brûlé et les autorités voulaient les mettre dans des bunkers pour les réfugiéEs. Ils ont refusé et ont alors occupé un ancien théâtre. Dans cette occupation, ils acceptaient tout le monde, précaires comme sans-papiers et réfugiéEs. À la fin, ils ont obtenu un relogement, mais hélas pas la régularisation.

Est-ce que tu acceptes l'idée qu'il y a actuellement une crise migratoire ?

Ce n'est pas une « crise ». Les migrations après les deux guerres mondiales ont été bien plus importantes qu'aujourd'hui. S'il y a une crise, c'est une crise mondiale liée aux pays les plus puissants qui créent la zizanie et la misère dans nos pays, et donc le fait que des personnes fuient. Nous sommes donc contre toute guerre et pour le respect de chaque peuple.

Mais dans tous les cas, on doit être libre de partir ou de rester. Chacun doit pouvoir choisir. Or ce choix n'existe pas, parce que tout ce qui est exploité chez nous vient ici en Europe, 80% de nos richesses. Et le reste va à ceux qui gèrent dans nos pays au bénéfice des Occidentaux, généraux et gouvernements...

Cela dit, il y aura toujours des gens qui veulent découvrir les autres pays. Il ne faut donc pas empêcher les gens d'aller où ils veulent.

Pour quelle raison l'ouverture des frontières n'est-elle même pas considérée comme une hypothèse par les pouvoirs en place ?

Parce que l'ouverture des frontières les gênerait. Ils n'ont pas l'habitude de la solidarité et du partage car ils sont habitués au système capitaliste. Mais sans les frontières, le système capitaliste n'aurait plus la possibilité de diviser pour exploiter les migrantEs, ainsi que les pays du Sud. C'est ce qui bloque le système parce qu'il est à la botte des capitaux. À la CISPM, nous pensons que l'Europe devrait être sociale plutôt que capitaliste alors que c'est l'inverse. Et certains Européens n'ont pas non plus la liberté de circulation, comme les Roms...

Est-ce que vous faites le lien avec le mouvement actuel contre la loi travail et Nuit debout ?

Le mouvement contre la loi travail, Nuit debout, l'état d'urgence, tout cela nous concerne. On n'a pas forcément les forces physiques et matérielles pour participer pleinement, mais cela fait partie des luttes qu'on construit. Depuis 45 jours, à Nuit debout, il est aussi possible de parler de la lutte des migrantEs, il faut y être. Et comment un gouvernement qui se dit de gauche peut-il s'attaquer aux acquis des travailleurs ? Ce sera peut-être long mais tout cela peut déboucher sur quelque chose d'intéressant. Il y a l'espoir qu'un Podemos se construise en France.

Quels sont vos projets ?

Il faut être visibles, montrer qu'on veut faire bouger les choses même si ce n'est pas facile. Actuellement on discute de ce qu'on va faire pour le Forum social mondial au Canada. Et on a une réunion de la CISPM à Madrid le 29 mai, notamment pour organiser les manifestations du 18 juin contre les centres de rétention en Europe. **Propos recueillis par Denis Godard**

FINANCES PUBLIQUES

La colère par l'action, les blocages et la grève

Un vent de colère souffle sur les finances publiques. Les actions se multiplient ainsi que les mouvements de grève, bloquant ainsi plusieurs centres des finances publiques en pleine campagne déclarative sur les revenus.



Le 9 mai, ça bloquait aux finances publiques de Paris 15^e DR

Après Vierzon où les agentEs des finances publiques ont été en grève reconductible pendant plus d'un mois et ont obtenu satisfaction avec la création de six postes, c'est désormais depuis quelques jours au tour des Pyrénées Orientales, des Hautes-Alpes, de la Lozère, de la Marne, de Paris... de se mettre en grève et de se mobiliser, cela en pleine campagne déclaration sur les revenus. Et ce n'est pas fini puisque cette semaine voit également les agents de l'Eure, du Val-de-Marne, de l'Aude, du Gard et de la Nièvre entrer dans l'action. Tout cela n'est pas un hasard. En dix ans, la Direction générale des finances publiques a supprimé plus de 35 000 emplois, détériorant ainsi les conditions de travail de l'ensemble des agents mais aussi le service rendu au public. Aujourd'hui, elle s'attaque aux règles de gestion, restructure et fusionne les services, préparant ainsi de futures suppressions d'emplois. Cela sans oublier le gel de la rémunération, les postes vacants... Les agentEs en ont ras-le-bol!

Ne plus les laisser faire

Le gouvernement utilise le 49-3 pour passer en force la loi travail, la Direction générale des finances publiques fait de même pour passer sa politique de liquidation de nos missions... Pour le moment, les actions de riposte, ces grèves – majoritaires dans la plupart des régions – ne sont pas encore suffisantes pour pouvoir parler d'un mouvement d'ensemble aux finances publiques, mais un peu partout, cela se construit.

Ainsi à Paris, le lundi 9 mai, les agentEs ont bloqué pour la journée un centre des finances publiques dans le 15^e arrondissement, empêchant ainsi le directeur régional de présider le comité technique local sur les restructurations. Et ces prochains jours lieront aussi les actions proprement finances publiques Paris et les deux journées de grèves et de manifestations interprofessionnelles contre la loi travail les 17 et 19 mai.

Ce n'est qu'un début...

Joséphine Simplon

HARIBO UZÈS (30) Résistance face aux chantages à la casse de l'emploi

À Uzès, la section syndicale locale CGT est représentative des dernières luttes sociales qui ont eu lieu dans le département: lutte pour l'embauche d'intérimaires, grève contre la répression d'un militant syndical ou encore pour des augmentations salariales, comme à Transdev (trois semaines de grève en 2015), Mas Careiron (plusieurs mois de lutte), les Salins du Midi ou encore à la SNCF...

Une fois de plus, des salariéEs, en l'occurrence ceux de Haribo, se retrouvent à devoir faire face à un « accord de compétitivité », mais aussi à la délocalisation de la production de guimauve d'ici la fin de l'année en Belgique. Si les salariéEs d'Haribo n'acceptent pas les termes de cet accord par le biais d'un référendum, leur direction menace de baisser les tonnages de bonbons fabriqués sur le site d'Uzès dès 2017... alors que le groupe

affiche des records historique de bénéfiques! D'une certaine manière, les salariéEs ont compris que leur situation était un cas d'école de la fermeture d'entreprise et en quelque sorte un avant-goût de la loi travail, tout cela orchestré par leur direction avec entre autres le référendum à venir.

Converger, lutter

Tout cela est bien dans la ligne de ce que prépare le gouvernement PS très inspiré par le Medef. Alors que

Un appel à la grève reconductible a été lancé pour le mercredi 18 mai, par les fédérations SUD-Rail et FO, ainsi que par des équipes CGT. Des assemblées générales ont donc été convoquées ce mercredi 18 mai afin de discuter de la loi El Khomri et du décret-socle ferroviaire, de la stratégie de lutte, et voter la reconduction de la grève.

Reculer... pour pas sauter?

La fédération CGT appelle, elle, les cheminotEs à faire 48 heures de grève tous les mercredis et jeudis, avant un éventuel appel à la grève reconductible, repoussé au mois de juin! Cet énième report équivaut à refuser la grève reconductible et à mettre des battons dans les roues des nombreux cheminotEs qui l'attendent impatiemment depuis des mois.

Cette stratégie illustre la logique de lobbying dans laquelle la direction de la CGT cheminots s'est enfermée: laisser passer la loi El Khomri et le décret-socle ferroviaire, pour se contenter de faire un peu pression sur les négociations d'un accord d'entreprise SNCF...

Cette stratégie perdante déboussole de nombreux militants CGT et suscite de forts remous dans les structures: plusieurs syndicats et sections CGT appellent clairement à la grève reconductible le 18 contre l'avis de leur fédération, et d'autres s'apprêtent à les rejoindre si la grève prend de l'ampleur.

La direction tente un coup

Vendredi 13 mai, soit 5 jours avant la grève reconductible, la direction de la SNCF a diffusé partout une nouvelle proposition dans le cadre des négociations pour un accord d'entreprise SNCF. Cette proposition prétend se rapprocher du RH0077 actuel: ainsi, elle annonce le maintien du nombre actuel de jours de repos pour les cheminotEs. Mais elle contient aussi la possibilité de modifier les horaires de travail jusqu'à 1 heure avant la prise de service, d'imposer aux cheminotEs des « prises de service délocalisées » dans un rayon de 1 heure de trajet de leur domicile... Avec aussi un éclatement de la réglementation du travail: des règles différentes selon que l'on travaille au fret ou au voyageurs, à Transilien ou en grandes lignes, à l'aiguillage

ou à l'accueil... La direction veut diviser!

Surtout, la direction a limité ces propositions à l'accord d'entreprise SNCF (c'est-à-dire aux 150 000 cheminotEs SNCF) pour en exclure les 5 000 cheminotEs du privé (et des filiales SNCF). Dans quelques années (5 ans au maximum avec la loi El Khomri), elle se servira de cette « concurrence » et de cette « différence de compétitivité » pour faire du chantage et pour renégocier l'accord d'entreprise vers le bas. C'est pourquoi il faut se battre pour obtenir le maintien de la réglementation actuelle dans le décret-socle.

Cette annonce n'a qu'un but: endormir les cheminotEs et faire diversion. C'est pour essayer de dégonfler une grève qui s'annonce très forte à partir du mercredi 18 mai. Mais avec une telle annonce, la direction admet qu'elle a peur de l'ampleur du mouvement et qu'elle est prête à tout pour éteindre l'incendie. Avec de tels encouragements, pourquoi s'arrêter en si bon chemin? C'est bien la preuve qu'il est possible de gagner le maintien du RH0077 dans le décret-socle.

Y aller pour de bon, maintenant!

C'est donc le moment de se battre, contre la loi El Khomri et contre le décret-socle. Le gouvernement est faible et isolé, et l'utilisation antidémocratique du 49-3 a encore fait monter la colère contre la loi El Khomri. Entre le 16 et le 18 mai, des grèves reconductibles vont commencer chez

les routiers, les dockers, dans les raffineries, dans l'aviation, dans la chimie... et le gouvernement craint l'entrée dans la partie des cheminotEs à partir du 18 mai. C'est donc le moment d'y aller pour de bon: c'est en tapant tous ensemble qu'on peut faire plier ce gouvernement au service des patrons!

Il faut paralyser l'économie, généraliser la grève, et les cheminotEs ont un rôle important à jouer. Pour cela, il faudra non seulement une grève suivie, mais aussi une grève active: ce n'est qu'en participant activement aux AG, aux manifs, aux piquets de grève... que les grévistes pourront entraîner une majorité de cheminotEs dans la grève. Et ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront contrôler leur grève, et éviter qu'elle ne soit dirigée par des bureaucraties syndicales qui défendent leur intérêts d'appareil avant ceux des travailleurEs.

Gabriel Lafleur

SNCF

Avec la grève reconductible, tout peut basculer!

Une mobilisation de grande ampleur se construit depuis plusieurs mois à la SNCF: après 3 ou 4 journées de grève réussies et une manifestation nationale regroupant plusieurs milliers de cheminotEs à Paris le 10 mai dernier, la situation s'accélère cette semaine...



ROUTIER-E-S

La grève qui vient...

Le 2 mai dernier, FO UNCP et FNST CGT lançaient un appel à la grève reconductible contre la loi travail à partir du lundi 16 mai à 22 heures...



La désorganisation de la concurrence... DR

Au-delà de l'indéniable impact qu'aurait une mobilisation des routiers combinée à celle des cheminots, des marins, des dockers, des raffineries, des fonctionnaires et des étudiants à partir du mardi 17, quels sont les effets réels de cette loi et l'état actuel des troupes?

Concernant le transport routier de marchandises (TRM)

C'est 79% du fret terrestre en France: tous les stocks sont dans les camions...

RENNES (35) La Maison du peuple occupée

Entretien. À Rennes, les étudiants ont ouvert le bal en impulsant le mouvement social contre la loi El Khomri. Une assemblée générale interprofessionnelle (invitée aux intersyndicales!) s'est constituée regroupant jeunes, salariéEs, et précaires. Des liens se sont établis, aboutissant à l'occupation de la Maison du peuple, concédée par une convention signée avec la mairie: plus de 100 personnes y ont dormi, des AG s'y tenaient tous les deux jours, et une radio émettait depuis son toit. Après 13 jours d'occupation, la Maison du peuple a été évacuée, mais ce siège symbolique aura permis de souder bon nombre d'acteurEs du mouvement social. Nous avons rencontré **Lucie**, militante de la CIP, et **Xavier**, impliqué dans l'AG interprofessionnelle.



OccupantEs et soutiens, on lâche rien! DR

Pouvez-vous nous dire comment se sont nouées les convergences?

Lucie: Alors que le mouvement social prenait de l'ampleur, la CIP (Coordination des intermittentEs et précaires) s'est remobilisée autour de la réforme de l'assurance chômage et de la renégociation de la convention des intermittentEs. Des liens se sont alors créés avec l'AG de Rennes 2, l'AG interprofessionnelle et Nuit debout. Cela a permis une action autour du festival «Mythos»: les militantEs sont intervenus lors de l'inauguration du festival, remplaçant les discours des éluEs par des prises de paroles engagées. C'est un peu l'action fondatrice de la convergence.

Comment se sont formalisées ces convergences?

L.: Après cette action, l'idée d'une AG réunissant l'AG interpro et la CIP a émergé. La CIP a obtenu un accord du Théâtre national de Bretagne afin de tenir son AG dans ses locaux. C'est le 28 avril qu'a eu lieu la première AG convergente au TNB réunissant 300 personnes faisant le lien avec le mouvement étudiant et les syndicalistes. Nous avons décidé de ne pas occuper la nuit et de garder ce lieu pour se réunir et s'organiser, par une AG ayant lieu tous les soirs.

C'est là qu'intervient la Maison du peuple...

L.: Le 1^{er} Mai, nous avons décidé d'envahir le cinéma Gaumont après la manif. Ensuite, nous nous sommes dirigées vers la salle de la Cité, rebaptisée depuis de son nom d'origine, la Maison du peuple.

Xavier: La CGT avait loué la salle de la Cité afin de tenir l'AG intersyndicale après la manifestation. Les manifestantEs ont donc tenté de s'y inviter. La mairie avait appelé la CGT pour prévenir que des manifestants s'apprêtaient à envahir la salle. La CGT a décidé d'annuler. Une fois les manifestants devant les portes closes, les CRS sont arrivés. Quelqu'un a appelé la CGT qui est

revenue et une AG historique s'est tenue dans une salle de la Cité remplie. C'était magique. Le lendemain, l'AG intersyndicale s'est tenue, et la CGT a déclaré que l'occupation était légitime.

L.: Le 2 mai toujours, au conseil municipal, la maire (PS) voulait faire ordonner l'expulsion.

X.: Le mardi, les flics ont entouré la Maison du peuple, rapidement cernés par des manifestantEs et les syndicats. Dans le même temps, Martinez et Mailly ont eu Cazeneuve au téléphone, et ils ont dit au ministre de l'Intérieur qu'ils s'opposaient à l'expulsion de la Maison du peuple. En fin d'après-midi, les CRS se sont retirés. Nous avions gagné sur un dispositif policier hallucinant!

Quels enseignements pouvons-nous en tirer?

X.: L'AG interpro porte l'hypothèse de la composition politique. Dans celle-ci se retrouvent presque toutes les composantes de la lutte. La stratégie du pouvoir c'est de nous séparer: jeunes, travailleurs, précaires, chacun de son côté... Notre force, c'est la rencontre entre des forces politiques qui habituellement ne composent pas ensemble. Ce lieu, c'était pour construire la lutte et le rapport de forces. La veille de l'expulsion, pendant que certainEs restaient défendre le lieu, nous avons fait une action de blocage économique de la plateforme de distribution de colis de tout le Grand Ouest.

Propos recueillis par Sophie et Vincent

LA POSTE Nouvelle salve de la Cour des comptes!

Quelques semaines après une attaque frontale contre les facteurs et factrices, la Cour des comptes reprend son offensive, cette fois à l'encontre des guichetiers et guichetières.

Elle considère que «la productivité des agents au guichet s'est dégradée». Pour justifier cette attaque en règle, les membres de la Cour des comptes affirment que l'activité au guichet a baissé de 25% de 2009 à 2014, alors que dans le même temps, La Poste n'a réduit les charges opérationnelles que de 9,8%. Ces chiffres sont évidemment à prendre avec des pincettes, notamment ceux relatifs à la baisse de trafic. De nombreuses expertises réalisées par des cabinets indépendants contestent les outils permettant à La Poste de mesurer l'activité!

Vers un nouveau contrat d'entreprise

Pour la Cour des comptes, ce n'est pas le sujet. Elle a ses réponses pour booster la productivité des postierEs, et elles sont simples. Tout d'abord, il faut amplifier et accélérer les destructions d'emplois. Mais, cette casse a des limites. Eh, bien c'est simple, il faut terminer la casse du réseau des bureaux en zone rurale, où 66% des bureaux sont déjà fermés au profit d'agences postales communales, et surtout adopter la même démarche dans les zones urbaines. En clair, elle veut simplement que

La Poste devienne un réseau bancaire classique!

Toujours selon la Cour, les obligations légales en termes de présence territoriale sont trop rigoureuses. Elle invite donc le gouvernement à les assouplir, proposition qui n'a choqué ni Sapin ni Macron... Doit-on être surpris?

Un nouveau contrat d'entreprise (ex-contrat de service public) qui définit les missions de service public de La Poste et ses compensations doit être finalisé en 2017. Ces rapports de la Cour des comptes ne tombent donc pas par hasard! Ces torchons ont au moins un intérêt: ils montrent clairement où veut aller le gouvernement. Aux salariéEs de La Poste mais aussi aux usagerEs de se faire entendre pour la défense du service public!

Bruno Guignard

GAZ DE SCHISTE Nouveau round

La loi de 2011 interdit en France la fracturation hydraulique pour l'exploitation des gaz et pétrole de schiste. Mais les pétroliers n'ont pas renoncé...

Après la décision du tribunal administratif de Cergy-Pontoise de réattribuer à Total son permis de Montélimar abrogé en octobre 2011, ils comptent bien sur le retour de la droite au pouvoir pour fracasser de la roche et polluer des régions entières. Dans l'attente, Total s'y essaie en Algérie, provoquant heureusement une belle résistance locale, notamment à Salah dans la zone saharienne. La France, seule en Europe avec la Bulgarie à interdire la fracturation, serait l'un des pays les mieux dotés en Europe, avec sous nos pieds des réserves estimées à 5100 milliards de m³ de gaz... et comme elle ne produit plus de gaz conventionnel, elle l'importe, majoritairement de Norvège, mais aussi de Russie, des Pays-Bas et d'Algérie. Les USA, hier encore gros importateurs de gaz et de pétrole, sont déjà les premiers producteurs de gaz au monde, et devraient devenir aussi les premiers producteurs de pétrole, dépassant l'Arabie saoudite dans les cinq ans qui viennent. Avec une production de 270 milliards de m³ par an, ils deviennent même exportateurs de gaz, avec des prix 3 à 4 fois inférieurs à ceux réclamés en Europe. Les entreprises américaines bénéficient d'un avantage concurrentiel fantastique.



DR

Les entreprises françaises à l'offensive

On a donc appris cette semaine qu'après le Portugal et la Norvège, les entreprises françaises EDF et Engie allaient à leur tour importer ce précieux gaz. Engie a par exemple signé un contrat avec le groupe texan Cheniere sur cinq ans, pour douze cargaisons par an à partir de 2018. EDF a commandé 50 cargos à la même entreprise. La fracturation est interdite... mais pas l'importation. Et en plus, «c'est pas leur faute», quand ils importent, tout est mélangé: à peu près 50/50 gaz conventionnel et gaz de schiste, on ne peut pas trier!

Les importateurs plaident la diversification des approvisionnements et cherchent bien sûr à créer les conditions qui rendront nécessaires l'autorisation d'exploitation en France. Ségolène Royal, ministre de l'Environnement et prétendue opposante à l'extraction du gaz de schiste, s'agit: elle a assuré qu'elle allait «examiner la façon dont nous pouvons interdire [cette importation]», ajoutant que les importateurs de ce gaz américain devraient «s'orienter vers d'autres marchés pour n'importer que des gaz d'origine conventionnelle». Ils sont terrorisés! Mais qu'est-ce qu'elle y peut? La loi est pour eux, la France une exception, et le gouvernement moribond permet tous les espoirs à court terme aux exploitants. Comme à Barjac en mars dernier, les collectifs contre le gaz de schiste, que le NPA soutient, ne doivent rien lâcher, et notre lutte contre le mensonge écologique de ce gouvernement ne doit pas cesser. Les hydrocarbures, et en priorité le gaz de schiste, doivent rester sous terre!

Commission nationale écologie

292000 salariéEs et 35 000 entreprises, mais aussi 21 000 emplois détruits sur 15 ans, avec une concurrence et un dumping généralisés du fait de la mobilité de l'activité. Cela avec la bénédiction de l'Union européenne et des grands groupes européens dont certains sont bien français. À ce jour, un Polonais coûte trois fois moins cher qu'un Français tout en faisant 10 fois plus de kilomètres à l'international. Les acquis s'effondrent comme un château de carte. La prochaine réforme des retraites en 2017 sonnera le glas du congé de fin d'activité (CFA) conquis lors de la grève de 1996. La convention collective avait encore un sens il y a 20 ans, avec des taux horaires dignes de ce nom. Dans sa construction, le coefficient 150 (le plus fort de la grille) était l'équivalent de 1 fois 1/2 le SMIC, le

coef 138 de 1,38 fois, etc. Aujourd'hui, le coef 150 – qui vient juste de passer la barre des 10 euros au 1^{er} janvier – n'est plus qu'à 33 centimes du Smic. Or, chez les routiers, les heures sup sont structurelles et c'est tout le problème avec cette loi. En effet, les routiers sont payés au taux de base jusqu'à la 15²e heure et passent à 25% de la 15²e à la 18⁶e. Au-delà des 186 heures, c'est 50%. Les contrats de travail sont généralement de 186 heures par mois, avec la possibilité d'aller jusqu'à 12 heures de travail par jour et 56 heures hebdomadaire «grâce» aux dérogations du décret 83-40. Les routiers vont donc chercher leurs payes dans ces heures sup. Pas le choix! Néanmoins, si toutes ces heures sont ramenées à 10% à cause de cette loi, un routier en zone longue perdra au moins 2000 euros sur

son net annuel, avec mécaniquement la baisse de sa pension CFA, IPRIAC, retraite, complémentaire, maladie, accident du travail et invalidité...

Les patrons nient tout impact!

Dans son communiqué du 13 mai, la FNTR (Medef) nie cependant tout impact de cette loi sur les heures sup, arguant que l'article L 3121-22 du code du travail prévoit déjà depuis 2008 qu'un accord d'entreprise puisse instituer des heures sup à 10% et que ça n'a jamais donné lieu à négociation dans la branche... C'est vrai, mais c'est un effet de rhétorique qui nie le cadre fondamental de la loi: non seulement celle-ci institue l'inversion de la hiérarchie des normes, mais elle la permet d'autant mieux que le droit de veto des syndicats

majoritaires est repoussé de 50% à 70%, avec possibilité de recourir à des référendums d'entreprise qu'on imagine bien contraints par la menace à l'emploi. Cela étant généralisé à toutes les branches, la concurrence va s'accroître et la baisse des prix du transport aussi. Les transporteurs seront parmi les premiers à réagir «socialement».

Les routiers sont-ils prêts?

Dans les discussions, les salariéEs ne sont pas dupes et sentent qu'il y a un risque majeur de basculer vers une situation inédite. Mais ces discussions sont trop rares car les collectifs de travail n'existent pas ou peu. C'est tout le problème du TRM: les horaires décalés et les postes individualisés entravent l'approfondissement des discussions et l'émergence de mouvements. De plus,

l'interdiction de bloquer la voie publique et sa pénalisation (retrait immédiat du permis de conduire) exhumée d'un article du code de la route de 1961 par le ministre Sarkozy en 2002, a fini de décourager les plus véhéments. Enfin, la principale organisation syndicale de la branche est la CFDT. Il n'y a donc plus que le blocage massif dans les entreprises pour faire s'exprimer les réflexes de classe. Mais il sera forcément conditionné à un mouvement plus large, interprofessionnel. C'est le cas de celui qui démarre cette semaine. À suivre très attentivement car il s'agira pour nous de faire émerger la conscience anticapitaliste qui ne demande qu'à naître dans cette branche déjà très impactée par la dérégulation sociale.

Luc Gaffet (routier à Rouen)

Les comités en action!

Paris 10^e Réunion publique unitaire contre la loi travail. Dans le 10^e arrondissement de Paris s'est monté un collectif unitaire contre la loi El Khomri, regroupant NPA, Ensemble!, ÉÉLV, PCF, PCOF, PG, l'union locale CGT, la LDH, des «frondeurs» du PS... Depuis le mois de mars, il relaie auprès de la population de l'arrondissement les appels à manifester. Le mardi 10 mai, le collectif a organisé une réunion publique qui a rassemblé une cinquantaine de personnes, surtout militantes. Une affluence limitée qui montre que le rejet massif de la loi ne se transforme pas automatiquement en mobilisation. Julien et Cécile, inspecteur/trice du travail, ont expliqué le contenu de la loi et la nécessité de continuer à agir pour son retrait, faute de quoi c'est tout le code du travail qui finira à la moulinette. La discussion qui a suivi a permis de détailler certains aspects de cette loi rétrograde, mais aussi de débattre des moyens de censurer une fois pour toute ce gouvernement qui, le même jour, annonçait l'utilisation du 49-3 pour faire passer une loi qui ne trouve de majorité nulle part.

Cergy (95) Mo-bi-li-sésEs! Les Nuits debout à Cergy continuent tous les vendredis, mêlant discussions passionnées (violence et/ou non-violence, flics, lutte des classes, etc.), préparation de nouvelles actions (tractage massif, affiches, interventions près des boîtes, délocalisations régulières notamment sur le marché du quartier populaire Saint-Christophe). Samedi 7 mai, le festival alternatif PIAF, à Pierrelaye, fut aussi un succès: 500 entrées, des débats, notamment avec la présence de Christine Poupin, un stand remarqué du NPA 95, une projection de *Merçi patron!*, un concert géant de HK et les Saltimbanks... À l'année prochaine, les drôles d'oiseaux! Enfin, *Comme des Lions* a été diffusé dans notre cinoche préféré, Utopia à Saint-Ouen-l'Aumône, en présence d'Edwy Pleyne et de Philippe, un des «dirigeants» de la grève de PSA Aulnay. Une salle comble, même s'il y avait un max de têtes grises (unique bémol)...
«Hasta la victoria siempre».

Nîmes (30) Réunion publique contre la loi El Khomri. Mercredi 11 mai, l'intersyndicale nîmoise (CGT, Solidaires et CNT) a organisé une réunion publique d'échanges et d'informations contre la loi travail et sur les mobilisations en cours. Une centaine de participantEs, des militantEs très actifs du côté des syndicats et partis présents (NPA, AL, Ensemble!) et des animateurs de Nuit debout de Nîmes et d'Alès. Richard Abauzit, militant syndicaliste et ancien inspecteur du travail, a magistralement analysé cette loi et ses conséquences régressives perverses. Son constat est implacable: il s'agit de l'aboutissement d'une entreprise de démolition systématique des droits des travailleurEs qui a commencé avec les socialistes et les lois Auroux. Aujourd'hui, le mot d'ordre «*séparation du Medef et de l'État*» résume à lui seul la situation: les lois concernant le travail sont dictées aux politiques par le patronat, «à la virgule près» dit Abauzit... Il a particulièrement insisté sur le fait que, contrairement à ce que l'on croit dans le secteur public, celui-ci est tout aussi mis à mal que le secteur privé. Après les manifestations qui ont eu lieu contre ce projet de loi, l'utilisation du 49-3 par le gouvernement est ressenti comme énième une provocation insupportable. Après ce réquisitoire et des discussions sur le rôle des directions syndicales qu'il faut dépasser par des actions concertées à la base, les militants syndicalistes et les membres de Nuit debout se sont concertés sur les suites à donner à la lutte contre cette loi et, au-delà, contre un système qui ne cédera que par une grève générale massive. La jonction de ces deux forces lors de cette réunion est le fruit d'un travail remarquable.

Foix (09) La loi travail nous ramène au Moyen Âge? Occupons le château! Le gouvernement et un grand nombre de nos députés agissent en seigneurs tout-puissants, sourds aux revendications de celles et ceux qu'ils sont censés représenter... Une nouvelle étape a été franchie, avec le recours au 49-3. En Ariège, M. Fauré et Mme Massat auraient voté des deux mains la loi travail et soutiennent aveuglément l'oligarchie en place. Cette loi El Khomri veut faire que nous soyons corvéables et jetables à merci? Nous avons donc pris le château de Foix, qui fut un lieu de pouvoir des riches et des nantis, mais aussi un refuge pour les cathares contre les agressions de l'État français. Nous y avons déployé une banderole. Résolument non à la loi travail et à son monde!

La semaine de Philippe Poutou

Meeting à Rome, manifestation à Paris et actions à Bordeaux contre la loi travail, la semaine du candidat était encore bien remplie...

Dimanche 8 mai, Philippe était donc à Rome pour intervenir au nom du NPA dans un meeting contre l'austérité européenne, à l'invitation des camarades de Sinistra Anticapitalista, organisation proche du NPA et coorganisatrice de l'initiative. Dans la salle se trouvait près de 200 personnes, et au pied de la tribune, la banderole indiquait: «*contra l'Europa dell'austerità, della guerra, del razzismo dei respingimenti - Stop TTIP - Comitato promotore plan B*» (est-il utile de traduire?).

À la tribune justement se sont succédé des militantEs bien entendu italiens, mais aussi des représentants d'organisations espagnole, grecque, française: Miguel Urban, eurodéputé de Podemos, Marina Albiol, eurodéputée d'Izquierda unida, Eleonora Forenza, eurodéputée d'Altra Europa, Sotiris Martalis du syndicat grec d'Adedy et d'Unité populaire, Yago Alvarez Barba, économiste, ainsi que diverses personnalités de la gauche réformatrice ou radicale. Philippe est intervenu durant une quinzaine de minutes pour aborder essentiellement le mouvement actuel contre la loi travail. Des discours assez radicaux, contre l'Union européenne, pour une autre Europe en sortant des traités, contre l'Europe forteresse... Le sentiment de pousser dans le même sens par delà les frontières.

De Paris à Bordeaux, on bloque et on manifeste... Quelques jours plus tard jeudi 12 mai, avait lieu ici la nouvelle journée de mobilisation contre la loi travail. Au côté d'Olivier Besancenot, Philippe a participé au point fixe animé à Paris par le NPA, diffusant le matériel et

échangeant avec de nombreux salariéEs sur les perspectives du mouvement, la nécessité de ne rien lâcher... Quelques médias sont aussi passés. Autant d'éléments pour vérifier que quels que soient les cortèges, et malgré l'omniprésence policière qui a tendance à un peu plomber l'ambiance, l'accueil reste toujours bon... Le lendemain, de retour à Bordeaux, avec le Collectif rive droite, la Coordination des intermittents et précaires et Nuit debout, Philippe a participé au côté de 70 personnes à une nouvelle action de blocage dans le cadre de la lutte contre la loi El Khomri. Le blocage de la centrale d'achat a duré deux heures, les policiers étant déjà présents pour protéger l'entrée. Des difficultés mais aucune déception, le mouvement continue... Pour preuve, le samedi soir, une manifestation nocturne à l'initiative de la coordination lycéenne a réuni près de



Philippe au micro. PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

200 personnes: étudiantEs, réseaux militants «On vaut mieux que ça», beaucoup de jeunes... et Philippe! La manifestation a été rapidement encerclée et bloquée par la police,

mais après négociations, les flics ont raccompagné tout le monde au point de départ, sans gaz ni arrestation... À la semaine prochaine!
Correspondants

Les Nôtres

Bernard Fréjabue

Un camarade et ami nous a quittés... Il est des personnes dont les convictions sont la vie même, et qui portent leur courage et les valeurs d'amitié et de camaraderie jusqu'au bout. Bernard était de ceux-là.

Il respirait ses idées comme il incarnait son quartier adoré, celui de La Plaine, qu'il a été l'un des premiers à considérer comme le cœur de la vie politique, populaire et culturelle marseillaise. Militant révolutionnaire, antifasciste, internationaliste et syndical infatigable, la maladie, plus têtue que lui, a fini par le détourner de ses combats et nous priver de lui. Entré aux JCR puis à la LCR à la fin des années 1970, il était viscéralement lié à son organisation. En 1997, alors que la LCR ne comptait que des cellules d'entreprises ou



DR

de secteur, il fonde la première cellule de quartier à Marseille, la fameuse «cellule Plaine». Elle était pour beaucoup de jeunes de «la Ligue» un espace de formation, d'échanges, et de réconciliation entre le militantisme révolutionnaire et la culture populaire, l'un des combats essentiels de Bernard. Chez «Fréja», c'était surtout un lieu de joie et d'amitié où il recevait ceux qui, venus d'ailleurs, laissaient La Plaine et Marseille les conquérir par la plus conviviale des entrées. Bernard vécut la fin de la LCR comme un déchirement mais a

maintenu son engagement dans le NPA dont, malgré les déceptions, il continuait de suivre l'actualité tout en étant très attaché à l'unité du mouvement ouvrier. Militant syndical dévoué, Bernard était entré aux Chèques postaux en 1980 et avait immédiatement adhéré à la CGT. En 1991, il rejoint Sud PTT dont il était l'un des membres particulièrement actifs. Il s'était plongé dès le début des années 1980 dans le combat antiraciste et antifasciste. Révolté par la progression du FN dans les années 1990, il rejoint Ras l'Front dès sa création et le triangle rouge ne quittait jamais le col de son blouson de cuir. Père attentif, Bernard était un ami et un camarade d'une sincérité totale à qui seuls la petitesse d'esprit et l'égoïsme étaient étrangers. Nous lui ont rendu hommage le 7 mai au crématorium de Saint-Pierre avant de se retrouver au local de Solidaires.
Ses amiEs et camarades

Débat

NPA-LO: Nuit debout.. ou nuit à bouquiner?

Le débat LO-NPA de la fête de Lutte ouvrière est toujours un moment particulier, dans lequel les camarades s'attachent à «discuter des divergences pour les comprendre», pour en comprendre les racines, en aucun cas pour discuter des convergences possibles...

Il faut dire que le discours de Nathalie Arthaud, la porte-parole de LO, deux heures avant sur la grande scène, donnait déjà un aperçu des désaccords. Son discours (publié dans le prochain numéro de leur hebdomadaire) était orienté autour de trois axes: «*que la contestation se poursuive*» contre la loi travail; construire la campagne présidentielle de 2017; que les jeunes qui se sont politisés dans le mouvement lisent Marx, Engels, Lénine, Rosa Luxembourg et Trotsky. Tout cela tournant autour de la nécessité de la construction d'un parti pour le camp des travailleurs, communiste et révolutionnaire.

Quelle politique pour les luttes? Ces objectifs, nous pouvons bien sûr les partager. Mais, devant plusieurs dizaines de milliers de sympathisantEs venus écouter l'orientation de LO, quelques jours après l'utilisation du 49-3 et avant une semaine décisive pour la mobilisation, on aurait pu

s'attendre à des perspectives de lutte plus concrètes! Lors du débat intitulé «*La mobilisation contre la loi travail et l'orientation des anticapitalistes et des révolutionnaires*», les camarades de LO ont quasi exclusivement parlé de Nuit debout, pour l'identifier aux autres mobilisations auquel le NPA participe «*en dehors de la classe ouvrière*», comme Notre-Dame-des-Landes, le Non à la Constitution européenne en 2005 ou autres... Le second axe de LO consistait à tenter de démontrer que «*nous n'avons pas la même politique*», sans argumenter particulièrement. Pour le NPA, Armelle et Antoine sont intervenus pour discuter de la construction de la grève cette semaine, des efforts pour aller vers une difficile grève générale, des perspectives que nous pourrions

défendre ensemble dans ce mouvement, pour proposer une autre politique que celle des directions syndicales et construire une direction du mouvement s'appuyant sur l'auto-organisation. Les camarades de LO, eux, semblent penser qu'à part développer l'auto-organisation, les révolutionnaires n'ont pas de rôle particulier dans les mobilisations.
Debout contre le gouvernement Nous avons aussi défendu Nuit debout comme une tentative de secteurs du monde du travail, hors des grandes entreprises et des services publics, d'entrer en mobilisation. Nous avons tenté d'expliquer que les travailleurs des petites entreprises, ceux qui n'ont pas de syndicat dans leur boîte, les plus précaires, cherchent des moyens de se mobiliser, et que Nuit debout en

fait justement partie, tout en donnant la possibilité de cadres de débat sur les orientations à développer dans le mouvement. Nous avons également interpellé LO sur la faiblesse de son discours contre la répression policière et la nécessité d'en finir avec ce gouvernement, ainsi que sur la nécessité de combler le décalage entre la faiblesse des organisations du mouvement ouvrier et la recherche d'alternative de la part d'une partie de ces militantEs. LO semble ignorer que combler ce décalage se fera par des expériences concrètes faites par les masses, pas essentiellement par les élections et la lecture...
Antoine Larrache
Vidéo de l'intégralité du débat:
<https://npa2009.org/videos/debat-npa-lo-la-fete-de-lutte-ouvriere-2016>

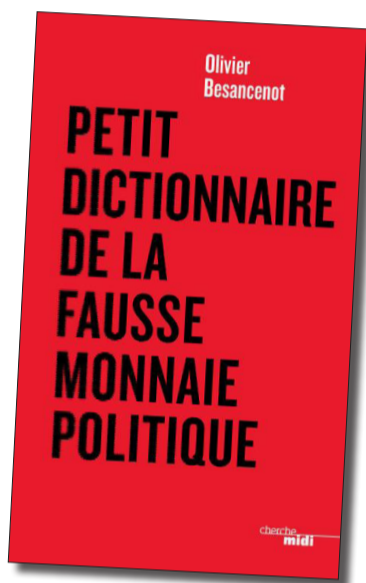
Essai

Petit dictionnaire de la fausse monnaie politique, Olivier Besancenot

Éditions du Cherche-Midi, 2016, 12 euros

En effet, les dominants ont un besoin crucial d'obtenir le consentement des dominés à leur propre domination, à un certain ordre social, pour que cette domination et cet ordre ne soient pas remis en question. Il faut que l'ordre dominant soit considéré comme « une bonne chose », « normal », « le seul possible ». C'est par la mise en mots qu'on met en place cette domination consentie que Gramsci appelle hégémonie. Dans son nouveau livre, Olivier Besancenot propose une critique des 100 mots et expressions fréquents et banalisés dans les discours politico-médiatiques par lesquels les « décideurs » (lisez « classes dominantes »), cherchent à imposer leur vision néolibérale et impérialiste du monde, à leur profit bien sûr. « On imagine mal, écrit-il en introduction, à quel point les mots, verbes, expressions toutes faites, sont autant de messages subliminaux qui finissent par endoctriner notre vision des choses ». Et pour bien faire comprendre l'importance de l'enjeu de « cet autre domaine de lutte », l'auteur a cette affirmation percutante : « Exploiteurs et oppresseurs entendent ainsi nous parler dans le stade ultime de notre domination, celui où ils nous privent, en plus de tout le reste, de notre capacité à exprimer notre condition (...) leur harcèlement lexical s'avère plus efficace qu'un lavage de cerveau éclair ».

Les mots, « cet autre domaine de lutte »... De Gramsci à Bourdieu en passant par Fanon, tout un courant d'analyse sociopolitique critique, clairement anticapitaliste, a attiré notre attention sur le fait que la domination ne s'exerce pas uniquement dans la sphère matérielle, économique, celle des infrastructures (au sens marxiste). Elle s'exerce aussi dans les activités symboliques, celles par lesquelles les humains organisent le monde et lui donnent un sens en le mettant en mots...



Si Olivier Besancenot invite à se dresser contre cette « violence verbale » qui est une « violence sociale », il invite également celles et ceux qui entendent mener ce combat à une vigilance sur leurs propres discours. Car « harcelés par le flot incessant de ce verbe officiel (...) nous finissons par ne plus parler notre langue mais la leur (...) de plus en plus, la gauche politique, syndicale, voire radicale, se plaît à recycler le discours des vainqueurs ». En 2003, il avait d'ailleurs publié *Révolution ! 100 mots pour changer le monde*.

Dénoncer un vocabulaire de manipulation

De « À l'amiable » à « Violences inacceptables » (je préfère vous laisser imaginer les reformulations possibles avant d'aller voir celles que propose le livre), l'auteur démonte ce vocabulaire de manipulation qui va jusqu'à utiliser des contradictions comme « plan de sauvegarde de l'emploi » pour « plan de licenciement », par exemple. Pour démontrer, il faut confronter les mots aux pratiques qu'ils recouvrent et à d'autres mots qui disent d'autres visions de ces pratiques et de l'idéologie qui les gouverne. C'est ce que fait Olivier avec une rigueur d'argumentation qui n'empêche pas un style agréable, bien au contraire. Les articles font en moyenne une page, certains ont une efficacité lapidaire (comme celui sur « Contraintes familiales »). On y savoure quelques trouvailles, comme « Levons le voile sur nos maux, ceux-là mêmes que leurs mots éloignent de notre regard ». Si des termes relativement stables sont examinés (« Charges » par exemple), d'autres montrent l'actualité permanente de ce processus sémantique, comme « Charlie » ou « Laïcité ». On pourra bien sûr regretter l'absence de tel ou tel mot

(par exemple « Radicalisation »), mais un ouvrage a forcément une taille limitée...

Voici donc une belle contribution à ce courant d'analyse critique et concrète : l'auteur cite Klemperer et sa *Langue du 3^e Reich*, on peut y ajouter *Les mots sont importants* de P. Tenavian et S. Tissot ou *La LQR, langue de la V^e république* d'E. Hazan¹ et l'ouvrage qui vient de paraître sous la direction de C. Grenouillet et C. Vuilleumot-Febvet, *La Langue du management et de l'économie à l'ère néolibérale*. Voilà surtout une belle invitation à mener « cette autre lutte ». Et pour ça, Olivier Besancenot rappelle bien que « nous n'avons pas tant besoin de professeurs en langue politique que de recouvrer la confiance propre qui nous fait défaut ». Retrouver la confiance en sa propre parole, en ses propres mots, c'est retrouver la confiance en son droit à la parole, en son propre combat, en sa propre vision du monde, en son propre projet de société. Et c'est beaucoup.

Philippe Blanchet

1- Une analyse permanente de ces usages est réalisée sur le site Acrimed (pour les médias) que cite Olivier, ainsi que sur LMSI (Les mots sont importants, pour l'ensemble des discours publics).

Essai

À l'est de Damas, au bout du monde. Témoignage d'un révolutionnaire syrien, Majd al-Dik avec Nathalie Bontemps

Edition Don Quichotte, 2016, 17,90 euros

La Syrie n'est plus, dans les médias et l'actualité politique, que le théâtre d'affrontements de la coalition contre Daech, avec une vision des plus confuses des combats des milices kurdes, des diverses forces armées et de leurs sponsors internationaux, ne pouvant aboutir qu'à un recyclage de l'appareil d'État syrien, avec ou sans Bachar el-Assad. Ce livre rappelle ce qui se joue en Syrie : la liquidation d'un véritable processus révolutionnaire.



Majd al-Dik est un jeune homme d'un milieu très populaire de la Ghouta orientale, aux portes de Damas. Il a 23 ans en 2011 quand les premières manifestations commencent en Syrie, dans la foulée des processus révolutionnaires tunisien, égyptien, barheini. C'est un parmi ces centaines de milliers de jeunes gens qui se sont politisés à vitesse accélérée, dans la confrontation à un appareil d'État dont la violence sanguinaire va devenir à la fois le seul rempart d'un régime politique haï et le seul ciment de cohésion de cet appareil.

Entre 2011 et juillet 2014, quand il quitte la Ghouta pour tenter de continuer le combat sous une autre forme, Majd al-Dik décrit le quotidien de celles et ceux qui deviennent des « révolutionnaires », mais aussi de la population de la Ghouta qui les soutient et partage leur combat. Les premières manifestations – dans un pays où toute tradition de contestation de rue du pouvoir avait été éradiquée par la répression depuis Assad père –, la violence inouïe et « barbare » de la répression de la police et de l'armée, le passage par la prison et la torture, et la montée de la violence d'État déclarant la guerre au peuple de la Ghouta, un peuple bientôt encerclé et soumis au blocus puisque le régime ne pouvait plus le contrôler... C'est dans ces conditions que les jeunes révolutionnaires ont dû faire preuve de trésors d'imagination et de solidarité pour à la fois documenter les réseaux sociaux pour tenter de faire connaître au monde la situation syrienne, mais aussi tout simplement organiser la vie dans des zones entières méthodiquement affamées par le pouvoir. Tandis qu'à Damas, le régime tentait de maintenir les apparences de sa « normalité », à quelques kilomètres, la Ghouta orientale (comme d'autres zones libérées) vivait sous les bombardements. Les révolutionnaires devaient organiser des centres de soins, des centres de vie pour les enfants, sans eau, bien souvent sans électricité... C'est dans un tel contexte que sont nées les milices armées de diverses obédiences avec lesquelles les révolutionnaires devaient aussi composer et qui, pour certaines sont devenues des adversaires à l'issue de processus qu'il décrit.

Un livre à lire et faire lire à touTEs celles et ceux qui s'intéressent à la situation en Syrie.

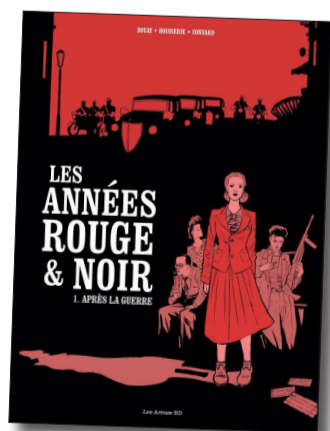
Cathy Billard

BD

Les Années rouge et noir. Tome 1: Agnès, scénario de Pierre Boisserie et Didier Convard, dessin de Stéphane Douay

Éditions Les Arènes BD, 2016, 17 euros

Librement adapté du roman du même nom de Gérard Delteil (publié chez Seuil), cette bande dessinée retrace les aventures des trois personnages principaux de cette saga historico-politique des trente glorieuses, qui est un véritable thriller. Le premier tome est consacré à Agnès Laborde, jeune résistante qui va s'engager au côté de De Gaulle et mènera une carrière politique prometteuse... pleine de compromissions et de trahisons. Le roman de Delteil n'est pas si facile que cela à scénariser, mais les deux scénaristes, Pierre Boisserie et Didier Convard, y sont arrivés. Et il faut le dire de façon assez remarquable. Tout y est : la place des femmes après-guerre, l'anticommunisme, l'antisémitisme, les trahisons, la Résistance de la première et de la dernière heure, les secrets, les mystères... Le scénario de cette BD est rythmé, et grâce à cela, le thriller est bel et bien présent. Efficace. Ajoutons à cela que les couleurs chaudes et le coup de crayon de



Stéphane Douay nous retiennent de bout en bout. Pour celles et ceux qui ont déjà lu le roman de Delteil, cette BD sera une nouvelle façon d'appréhender les personnages et cette fabuleuse histoire. Pour les autres, ce sera une véritable découverte. Quoi qu'il en soit, on attend impatiemment le second tome ! Sandra Demarcq

Quoi de plus normal qu'infliger la vie, Oriane Lassus

Éditions Arbitraire, 2016, 16 euros

La première chose qui saute aux yeux quand on ouvre le livre, c'est qu'Oriane Lassus passe outre les normes et les standards. Les standards formels de la bande dessinée d'abord : la mise en page est explosée et chaotique, on trouve des cases de toutes formes sans pour autant rien perdre de fluidité à la lecture. Le dessin lui-même est atypique. Tranchant et nerveux il porte parfaitement l'humour grinçant et la colère du récit.

Car le récit est aussi une critique des standards sociaux, et avant tout de l'injonction à la maternité faites aux femmes. « T'es égoïste », « C'est la plus belle chose de la vie », « Qui va payer pour nos retraites ? ». Une à une, l'autrice décortique toutes les fausses évidences qu'elle a pu entendre. Non, « infliger la vie » n'est ni normal ni la condition du bonheur des femmes et encore moins leur mission. Non, le fait que les Français soient « champions de la natalité » en Europe n'est pas en soit une « excellente nouvelle »



Avec un ton toujours satirique, c'est finalement toute la société qu'elle passe au crible, la famille, l'école, la publicité, les médias et au passage, le capitalisme : « La vie est ptêtre un poil plus un cadeau pour ceux qui naissent avec une Visa Gold dans la bouche ». C'est finalement la démonstration de la pertinence du mot d'ordre féministe « Le privé est politique ». Matthieu (Besançon)

RENCONTRES DE LA BRÈCHE

Majd al-Dik et Nathalie Bontemps présentent leur livre

Samedi 21 mai à 17 heures

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture : Lundi : 14h - 20h, mardi au samedi : 12h - 20h

« Le Liban n'est pas un désert politique »

Entretien. **Nicolas Dot-Pouillard** est chercheur principal au sein du programme européen Wafaw (*When Authoritarianism fails in the Arab World, European Research Council*). Pour nous, il revient sur la situation du Liban.



Quelles sont les implications de la crise syrienne sur le Liban ?

Il y a aujourd'hui plus de 1,5 million de réfugiés syriens au Liban, pour une population libanaise de 4,5 millions de personnes. Un chiffre qui croît depuis 2012. Le Liban fait face à une crise humanitaire, et à une crise politique. Officiellement, le gouvernement de Tammam Salam est partisan de la « dissociation » : le Liban ne devrait prendre parti ni pour le régime ni pour l'opposition syrienne, se contentant d'un rôle humanitaire. Concrètement, c'est la participation du Hezbollah aux combats en Syrie, auprès de l'armée de Bachar el-Assad, qui divise les Libanais. Le Hezbollah, sa base communautaire, chiite, ainsi que ses alliés chrétiens, estiment que la présence du Hezbollah en Syrie permet de sécuriser les frontières contre l'afflux de combattants djihadistes au Liban. Les adversaires du Hezbollah, traditionnellement hostiles au régime syrien, exigent que le Hezbollah se retire de Syrie, lui reprochant son alliance avec l'Iran. Cette division du pays autour de la présence militaire du Hezbollah en Syrie s'ajoute à une situation très précaire sur les plans institutionnel, communautaires et économique : le pays est sans président depuis mai 2014. Les tensions communautaires, notamment entre sunnites et chiïtes libanais, sont le reflet de la polarisation régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran. La dette extérieure est supérieure à 36,4 milliards de dollars, faisant du Liban un pays sous dépendance, tandis que plus d'un million de Libanais vivent sous le seuil de pauvreté.

Le conflit avec Israël a-t-il été relégué à l'arrière-plan ?

Les tensions entre le Hezbollah et Israël sont continues. Le conflit syrien a donné une nouvelle dimension au conflit entre Israël et le Hezbollah : les affrontements se sont étendus, depuis 2012, au plateau syrien du Golan, où le Hezbollah est maintenant militairement présent. Il y a des pics réguliers de tension : Israël a mené plusieurs opérations contre des convois militaires du Hezbollah en Syrie, ou visé certains de ses dirigeants, comme Samir Qatar, tué dans un bombardement à Damas en décembre 2015.

Et les réfugiés palestiniens ?

Les camps sont soumis à une insécurité chronique, notamment en raison des combats entre le Fatah et des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda ou à Daech, comme à Ayn al-Helweh qui regroupe près de 75 000 réfugiés palestiniens au Liban. Ensuite, les camps souffrent aujourd'hui d'une réduction drastique des crédits de l'UNRWA, l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens au Liban. Et cela dans un contexte où les effets de la crise syrienne pèsent sur les camps : plus de 40 000 réfugiés palestiniens de Syrie se sont installés dans les camps de réfugiés du Liban. Il y a donc, depuis plus d'un an, des mobilisations et

manifestations régulières de réfugiés palestiniens dans les camps pour protester contre la baisse des crédits de l'UNRWA. Des jeunes Palestiniens, enfin, s'engouffrent dans les vagues migratoires à destination de l'Europe : certains d'entre eux sont morts en mer, aux côtés de Syriens, et parfois de Libanais.

Y-a-t-il néanmoins des mouvements sociaux au Liban ?

Le Liban n'est pas un désert politique. La vie associative et syndicale y est très forte. Les conflits sociaux sont nombreux. Le Liban reste marqué par les manifestations de l'été 2015 contre la « crise des ordures ». Au mois de juillet 2015, la centrale de traitement des déchets de Naameh ferme : les ordures s'accumulent dans le pays. C'est un désastre écologique, qui révèle l'incapacité de l'État libanais à assurer une simple mission de service public. Des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes ont eu lieu dans le pays et la capitale, Beyrouth. Des collectifs comme « Vous puez » ou « Nous voulons des comptes » se sont mis en place. Les revendications ont débordé vers le politique et le social : d'une crise écologique, les manifestants s'en sont progressivement pris au « régime confessionnel » et aux grands partis dirigeants, qu'ils soient sunnites, chiïtes ou chrétiens. Ils ont mis en cause l'absence d'un système de sécurité sociale au Liban, la cherté de la vie, l'inflation, les coupures récurrentes d'électricité, le manque d'accès à l'eau courante, ou potable, dans certaines régions. Le mouvement social contre la crise des ordures a été précédé en 2013

et 2014 par une grande vague de mobilisations interconfessionnelles pour la hausse des salaires des fonctionnaires : le Comité de coordination syndicale (CCS), la Ligue des professeurs et la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et employés du Liban (FENASOL) demandaient alors une hausse de 125 % des salaires du public – un chiffre correspondant à l'inflation depuis 1996, date à laquelle les salaires du public ont été « bloqués ». Les mouvements pour les droits des femmes ou pour le droit au mariage civil se sont imposés dans l'espace public. Enfin, les travailleurs et travailleuses « migrants » (éthiopiens, pakistanais, sri-lankais, etc.), sans droit sociaux, très précarisés, se sont organisés ces dernières années. Ils disposent désormais d'un syndicat, qui n'est pas encore reconnu par l'État, mais qui travaille avec la FENASOL.

Est-ce qu'il y a encore une gauche libanaise ?

Le Parti communiste libanais demeure une des premières organisations à gauche. Il a rajeuni sa direction lors de son onzième congrès d'avril 2016. Il a un nouveau secrétaire général, Hannah Gharib, populaire au Liban : il était le porte-parole du mouvement de grève de 2013 et 2014 et du Comité de coordination syndicale. Le PCL est présent aux élections municipales, et confirme son implantation historique dans des zones rurales de l'est et du sud du Liban. Son organisation de jeunesse, l'Union des jeunes démocratiques libanaises (UJDL), a été très active dans le mouvement social de 2015.

Néanmoins, la gauche libanaise, puissante dans les années 1970, pilier du Mouvement national libanais (MNL), proche des Palestiniens, est sortie exsangue de la guerre civile. Elle est divisée sur de nombreux sujets, dont la crise syrienne. Le Forum socialiste libanais – actif dans certaines luttes comme le soutien aux droits des migrants, aux réfugiés syriens ou sur les droits des femmes – est très hostile à la participation du Hezbollah aux combats en Syrie. Une position inverse à celle du PCL, pour qui le principal danger vient de l'hégémonie saoudienne dans la région. En dépit de ces divisions, des revues indépendantes comme *Bidayat* (*Commencements*) tentent de renouveler le socle intellectuel de la gauche libanaise.

Qu'en est-il alors des élections municipales qui se tiennent tout au long du mois de mai ?

D'abord, ce sont les premières élections municipales depuis 2010, dans un contexte où le Parlement n'a pas été renouvelé depuis 2009. Des listes issues de la « société civile », dans la continuité du mouvement de l'été 2015, se sont mises en place : Beyrouth Medinati (Beyrouth est ma ville), ou Muwatinnoun (Citoyennes et citoyens dans un État), qui est plus marqué à gauche. Le taux de participation est bas, mais ces listes ont d'ores et déjà fait leur effet, avec de bons scores, notamment à Beyrouth : elles contestent les grandes forces politiques communautaires, et avancent des thématiques écologiques et sociales. C'est un phénomène inédit.

Propos recueillis par Alain Pojolat

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Causette **TRANCHE DE VIE.** Prenez une mère d'élève. Moi, par exemple. Dites-lui que l'institut de son petit lardon, dépressive (trente-deux élèves, c'est pas une vie), ne sera pas remplacée faute de personnel – mais « faut bien couper dans les budgets », tout ça tout ça. Jetant un œil sur le montant au bas de sa feuille d'imposition et se croyant donc en droit d'attendre, pour l'Enfant, une bonne Éducation nationale, elle pète légitimement son plomb, tape dans un mur – faut bien que ça sorte – et s'y pète à coup sûr une phalange. Aux urgences, elle se délite six heures durant en salle d'attente parce qu'il n'y a pas assez de médecins (« réduction inéluctable des déficits de l'État », toussa toussa). Après s'être fait plâtrer la mauvaise main par un interne au bout du rouleau après douze mille heures de garde qui ne lui seront jamais payées (« pression de Bruxelles sur les 3 % de déficit », touça touça...), elle rentre à la maison où, fatale erreur, elle allume la télé. Là, elle entend des types en costume gris lui dire que les chômeurs, c'est des branleurs, les fonctionnaires, des paresseux et les assistés, des enfoirés – « Faut aller chercher l'argent là où il est. » Tout ça ? Tout ça ?! Après avoir fort logiquement explosé l'écran plat – qui n'en demandait pas tant – d'un coup de plâtre triomphant, elle ouvre son journal, et là, patatras ! Il paraîtrait qu'au Panama... à Hong Kong... au Luxembourg... au Delaware... ou encore à Singapour... seraient bien planqués les 60 à 80 milliards d'euros d'impôts volés (chaque année !) aux contribuables français par des enfoirés – pas ceux qui chantent, non, les vrais de vrai – qui n'en ont jamais assez. Dans sa tête, elle réalise que le « trou » de la Sécu est « seulement » de 6,8 milliards d'euros. Celui-là même dont on se sert systématiquement pour lui expliquer que « l'État n'a plus d'argent » et qu'elle devrait donc trouver bien normal d'avoir un enfant sans professeure, la mauvaise main dans le plâtre, une justice sans moyens et des miséreux plein les trottoirs, et alors là... Houla houla ! Elle éteint la télé, se lève de son canapé et, droite comme un I, se met debout pour aller passer la Nuit bien debout, et le restera, soyons fous, même pour pisser s'il le faut (...)

« Faut pas faire chier Causette quand elle triote sa calculette », édito, *Causette* n°67 (mai 2016)

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org